**BOURSE DE RECHERCHE INDIVIDUELLE DE L'OTAN
(2000-2002)**

**Victor Moraru
(Republique de Moldova)**

***La Republique de Moldova a la recherche des voies
vers la stabilite et la securite de la region dans le
contexte des relations entre l'OTAN et la Russie***

SOMMAIRE

Introduction	3
Chapitre I. La Republique de Moldova: les axes de la politique etrangere	7
1.1. La Moldova a la recherche d'une conception raisonnee de la politique etrangere	7
1.2. les relations de la Republique de Moldova avec l'OTAN: une option de perspective	16
1.3. La Republique de Moldova et le Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-Est	22
Chapitre II. Les perspectives de l'integration europeenne de la Republique de Moldova dans le contexte des nouveaux enjeux geopolitiques	28
2.1. L'Ukraine et l'OTAN: un rapprochement attendu et reel	28
2.2. L'integration europeenne de la Roumanie: realisations et perspectives	31
2.3. La Russie et les nouvelles directions pragmatiques de la politique etrangere	34
Conclusions	38
Notes et references	40
Bibliographie	43

Introduction

Au debut il y a eu l'aspiration. Une aspiration, plutot vague et generale, a l'occidentalisation. Etant stimulee par les changements fondamentaux survenus dans la societe vers la fin des annees 80-debut des annees 90, cette aspiration a amene a la decouverte du fait que les principes democratiques et la defense des droits de l'homme, representant des valeurs inerentes a la societe occidentale, peuvent aussi constituer des reperes surs pour les pays de l'Est. Ainsi les nouvelles directions du developpement de la societe postcommuniste se sont imposees avec une vitesse spectaculaire, le modele occidental de la democratie et de l'economie de marche devenant une cime a atteindre. Ce fait a signifie que l'orientation vers les paradigmes universeles de l'Occident allaient constituer dorenavant le vecteur du mouvement, axe sur le depassement de la crise et l'abolition du regime sovietique. La motivation d'un tel revirement de mentalite pourrait etre formulee d'une maniere assez simple et eloquente: "un supermarche immense est toujours meilleur qu'une caserne immense"¹. Dans cette ouverture vers l'Occident la societe, marquee, durant plusieurs annees, par une realite economique austere, privree d'acces a un spectre large de biens de consommation, a cru avoir rencontre la Panacee, remede universel contre tous les maux herites du passe totalitariste. Les representations sur le mode de vie occidental, diffame par la propagande communiste d'une maniere absolue et trop agressive, ont subi, avec le demarrage de la periode de transition, une metamorphose relevante acquerant une allure fetichisante.

L'atmosphere generale, si l'on voulait evoquer les meetings avec des dizaines de milles de participants, portait la teinte prononcee d'une euphorie, marquee par la conviction spontanee que l'adoption d'une legislation equitable et le passage a liberalisation de l'economie suffiraient pour disposer, d'une facon integrale et categorique, d'un mode de vie rallie aux standards de la societe de consommation. L'implantation de cette atmosphere, constituant une expression de l'aspiration impetueuse a de vrais changements – un slogan utilise par la classe politique emergente qui allait estomper l'ancienne nomenklature – a ete egalement favorisee par les mass media ou, plus precisement, par une bonne partie de ceux-ci.

Le multipartisme institue dans la Republique de Moldova pendant les premieres annees d'independance etait marque par la presence de trois groupes principaux de formations politiques ayant des orientations differentes visant les perspectives de developpement de l'Etat moldave et la promotion de la politique etrangere du pays. D'une cote, il y avait la

droite, representee par les formations politiques ayant pour objectif l'adhesion a la Roumanie, l'indépendance de la République de Moldova étant considérée comme une étape intermédiaire de courte durée. D'une autre côté, il y avait la gauche, représentée par les formations politiques à orientation prorusse qui optaient dès le début pour le rétablissement de l'URSS. Le centre était représenté par les formations politiques qui approuvaient l'idée de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Moldova. Aujourd'hui on ressent une certaine modification des programmes politiques des partis, due à l'évolution des processus politiques qui ont conditionné d'une façon générale l'abandon des positions radicales. A présent, l'indépendance de la République de Moldova, l'assurance de sa sécurité et de son intégrité territoriale constituent les points de repère de toutes les formations engagées dans la lutte politique. D'ici la confrontation de diverses positions, les interprétations controversées concernant les aspects principaux relatifs à la politique étrangère de la République de Moldova.

En réalité, l'itinéraire parcouru par la République de Moldova pendant la dernière décennie s'est avéré plus sinueux que l'on avait pensé au début des grandes transformations. Le caractère inefficace des gouvernements qui se sont succédés au pouvoir durant toute la décennie a conditionné vers le début de l'année 2001, l'apparition d'une interprétation spécifique de la dichotomie vieux / nouveau: aux élections parlementaires datant du 25 février 2001 la majorité écrasante des électeurs, en renonçant à ce qui était "vieux" et aspirant à quelque chose de "nouveau", a fait son choix en faveur de ce qui incarnait implicitement plutôt la nostalgie pour les temps passés – "le vieux" nouveau représenté par les communistes.

Le tableau de la réalité politique moldave apparaît donc assez équivoque. Un impératif s'impose alors. Il s'agit de la nécessité d'examiner la manière de laquelle les éléments de rupture avec le passé tendent à se manifester sur le fond de l'affirmation des éléments nouveaux. Il est évident que ces derniers ne peuvent pas s'affirmer tout d'un coup, d'une façon spectaculaire, ce chemin étant tortueux, oscillant entre divers stéréotypes de la pensée et toutes sortes de révélations, entre certains préjugés et arguments probants.

Respectivement, la politique actuelle de la République de la Moldova est marquée d'une certaine duplicité, fait engendrant des crises profondes d'ordre économique, politique et social. L'ambiguïté de la situation dérive également du manque de clarté dans la promotion de la politique étrangère de l'État moldave. Ainsi, la détermination du vecteur du mouvement, l'élaboration d'une politique étrangère claire et réfléchie constituent des objectifs essentiels de la société moldave.

La nécessité de démontrer la capacité de dépasser la crise que la République de Moldova subit à l'heure actuelle a déterminé la direction

"pragmatique" choisie par les nouveaux gouvernants en tant que priorité axée sur la collaboration avec les organismes internationaux, sur la continuation des efforts diplomatiques en vue de ne pas admettre l'isolement et la marginalisation du pays (en dépit, bien sûr, de toutes les promesses faites pendant la campagne électorale, de promouvoir l'orientation pro-russe du pays).

La vocation européenne de la Moldova est pérenne et constante², ce fait justifiant pleinement le désir d'accéder en tant que membre de l'Union Européenne, ce qui constitue à l'heure actuelle un des objectifs essentiels³. Par conséquent on n'exagérerait pas si l'on constatait que "intégration" est devenu le slogan du jour. Même la presse communiste inclut parmi les titres de ses publications: "L'Europe que nous choisissons"⁴.

Quelles sont les voies qui permettraient d'optimiser la politique d'intégration européenne? Quel rôle pourrait avoir dans cet ordre d'idées la collaboration avec l'OTAN? L'opposition Est-Ouest, reste-t-elle valable dans le contexte de la nouvelle politique étrangère de la Russie? - voilà quelques unes des questions auxquelles on essaiera de répondre dans notre étude. On essaiera également de relever les arguments "pro" et "contre" l'hypothèse de la recherche: *l'intégration européenne de la République de la Moldova – une voie sûre contribuant à la sécurité et à la stabilité de la région.*

Le support théorique se constitue des publications qui traitent d'une façon ou d'une autre, les problèmes constituant l'objet de notre analyse. Ainsi, on a eu recours aux études visant les domaines tels que la science politique, les relations internationales, la géopolitique, la sociologie (D. Fisichella, P. Claval, J.-F. Drevet, N. Bardos-Feltoronyi, J.-M. Guehenno, M. Lefebvre, G. P. et d'autres), ainsi qu'aux recherches des auteurs moldaves et étrangers, abordant d'une manière concrète les aspects de l'évolution politique de la République de Moldova (G. Cojocaru, G. Rusnac, V. Mosneaga, O. Serebrian, V. Cibotaru, O. Ungureanu A. Bon, A. de Tungui, D. Trenin, V. Nikonov).

L'étude préconise la réalisation d'une série des **objectifs**:

- analyser la situation politique actuelle de la République de Moldova;
- apprécier le caractère et les tendances de la politique étrangère moldave;
- suivre l'évolution des relations de la République de Moldova avec diverses structures internationales, y compris l'OTAN,
- expliquer les avantages et les difficultés de l'intégration européenne du pays,
- estimer les réalisations obtenues dans le cadre du Programme "Partenariat pour la Paix",

- observer le destin politique des pays voisins, tels que la Roumanie et l'Ukraine;
- etudier l'impact des relations OTAN-Russie sur le processus de l'integration europeenne de la Republique de la Moldova.

Ainsi, les objectifs proposes ont determine le concept et la structure de l'etude, comportant deux chapitres, chacun d'eux etant articule en trois paragraphes.

Chapitre 1. La Republique de Moldova: les strategies de sa politique etrangere

1.1. La Moldova a la recherche d'une conception raisonnee de la politique etrangere

La politique duplicitaire qui a marque les activites des gouvernements succedes au pouvoir durant toute la periode d'indépendance peut avoir certaines justifications, surtout dans les circonstances determinees par le contexte politique interne, mais aussi par la pression provenant des certains milieux politiques russes, qui n'hésitaient pas de montrer manifestement leur reticence chaque fois quand on signalait les moindres intentions des gouvernants moldaves de porter leur regard vers l'Occident.

C'est justement ce fait qui a determine les efforts du president Petru Lucinschi en vue de maintenir une balance egale et delicate entre l' Est et l' Ouest tout le long de son mandat. Sans avoir mis en marche des initiatives significatives sur une ouverture temeraire vers l'Occident, le president P. Lucinschi a su pourtant garder la reputation d'un pro-occidental. Et quand un journaliste russe lui a reproche dans un interview d'etre trop pro-occidental, il s'est debrouille en repliquant avec une certaine souplesse qu'il est pro-europeen et que, autant qu'il est informe, la Russie et l' Ukraine font partie de l'Europe⁵. Une telle affirmation enoncee par le plus important acteur de la politique etrangere moldave est relevante sous aspect diplomatique, illustrant nettement l'effort permanent (d'une part, impose par les circonstances, donc justifie, et, d'une autre part, irresponsable, prive d'une vision strategique bien reflechie) de rester, pour une periode incertaine, "assis sur les deux chaises" en vue d'eviter des eventuelles accusations d'avoir oriente expres le pendule dans une direction ou dans une autre.

Pour maintenir cet equilibre on a abondamment utilise le statut de neutralite stipule dans l'art. 11 de la Constitution de 1994⁶. Ainsi la Moldova a formule des propositions en souhaitant que la CEI se limite a instaurer une zone de libre echange entre les Etats membres. Le statut de neutralite supposait aussi toute interdiction de s'associer aux accords de cooperation en matiere de defense. Il est a remarquer que la Moldova ne fait pas partie du Traite de securite collective, etant aussi absente des accords de defense aeriennne et de ceux qui visent la defense commune des frontieres, documents adoptes dans le cadre de CEI. Respectivement, son statut lui interdit d'adherer a l' OTAN ou aux autres organismes internationaux dans le domaine militaire. Ca n' implique pas, bien sur, une indifference resolue envers le deroulement des politiques militaires des etats voisins et des autres pays: en tant qu'observateur, la Moldova

suit les processus mis en route dans l'espace europeen, ainsi que dans l'espace euroasiatique, fait qui se trouve reflete dans les petites correctives faites a sa politique etrangere. Ca ne peut pas signifier autre que son concept de neutralite permanente est assez flexible, loin d'etre categorique, et generateur des equivoques. La Moldova se prevaut egalement de statut aupres des organisations internationales (OSCE et Union Europeenne) pour solliciter le soutien necessaire en ce qui concerne le depart du contingent militaire russe de Transnistrie, en participant tout de meme aux manoeuvres de l'Alliance Nord-Atlantique (dans le cadre du Partenariat pour la Paix).

Ce concept est presente d'une maniere assez vague meme dans la nouvelle Conception de la politique etrangere de la Republique de Moldova, dont le projet a ete recemment publie⁷. Le texte du projet de la Conception n'offre pas les precisions necessaires sur les mecanismes de consecration internationale de la neutralite permanente de la Republique de Moldova. Quant on est souligne que "la Moldova ne prendra part aux alliances politiques, militaires ou economiques, ayant comme but la preparation de la guerre...", on se demande immediatement si la Republique de Moldova avec son statut declare de neutralite pouvait se rallier tout de meme aux alliances defensives. Une telle question apparait vraiment justifiee, car dans les nouvelles circonstances internationales, l'OTAN, est "un instrument de defense tourne vers l'exterieur"⁸, fait pratiquement reconnu en unaninite. De meme, le traite visant la securite collective de CEI n'envisage non plus, en definitive, qu'une doctrine offensive. Certains commentateurs du projet de la Conception ont remarque ainsi l'ambiguite de la formule fixee qui peut entrener, dans leur vision, le danger du ralliement du pays au Traite de CEI⁹.

De cette facon le concept de neutralite obtient dans le cas de la Republique de Moldova des traits specifiques. En general, les traites de droit international, expliquent la neutralite comme le statut des Etats qui pendant les conflits armes ne participent pas aux actions militaires et maintiennent les relations de paix avec les tiers Etats, inclusivement, les parties beligerantes. La neutralite suppose une action discretionnaire, appartenant a la competence exclusive de l'Etat respectif, et ses principes sont axes sur l'impartialite et l'abstinence, dont les consequences doivent etre l'inviolabilite de son territoire, ainsi que la liberte des relations commerciales¹⁰. La neutralite permanente est celle qui est etablie aux temps de paix, mediant les procedures diplomatiques (soit un accord international, manifestation unilaterale: ou une loi interne, une declaration officielle). Le statut de neutralite permanente exige de obligations sures, telles que la non-participation aux alliances politiques ou militaires le renoncement aux actions ayant comme objectif la preparation de la guerre, l'interdiction d'utiliser son territoire pour l'amplacement des bases

militaires étrangères; le refus d'avoir, de produire et d'expérimenter l'armement destiné aux destructions de masse; l'obligation de promouvoir une politique de collaboration, des relations amicales avec tous les pays. Le statut de neutralité permanente ne néglige pas les soucis de l'Etat pour le développement de son potentiel militaire, car la fragilité de ce statut est assez relevante: elle derive du fait que la déclaration unilatérale (dans la plupart des cas) d'un tel statut est insuffisante pour garantir une vraie sécurité de l'Etat. Les garanties doivent être obtenues de la part des partenaires plus forts, ainsi qu'à travers un soutien extérieur, à travers une reconnaissance internationale du statut déclaré.

L'expérience de cinq pays de l'Europe ayant le statut sus-mentionné (Autriche, Finlande, Irlande, Suède, Suisse, quatre d'entre eux étant membres de l'Union Européenne¹¹) confirme que ce concept reste en vigueur et que la fin de la confrontation Est-Ouest ne signifie guère encore sa disparition au sein des pratiques des relations internationales. Les traditions politiques des pays, leurs pratiques diplomatiques attestent une attitude sensible et équilibrée en ce qui concerne l'annulation ou, au moins, les modifications entreprises pour faire certaines correctives visant son statut. Mais on peut enregistrer, en tout cas, un dynamisme caractérisant par exemple, la Finlande et la Suède, qui ont adhéré en 1994 au Partenariat pour la Paix de l'OTAN, en restant quand même dans le cadre de la neutralité (c'est vrai, une neutralité modifiée, avec une ouverture déjà bien définie vers une alliance politique et militaire).

On peut trouver quelques explications concernant l'adoption par la République de Moldova du statut de neutralité permanente. Cette décision a été déterminée au moment respectif par une série de facteurs, parmi lesquels on pourrait citer la nécessité de consolider sa souveraineté dans les conditions d'un contexte politique complexe, ainsi que le manque de traditions de neutralité ("La Moldova – ancienne Bessarabie – a changé plusieurs fois d'appartenance: russe en 1878, roumaine en 1878, soviétique en 1940, à nouveau roumaine entre 1941 et 1944, puis à nouveau soviétique, indépendante, enfin, en 1991"¹²). La stabilité, absolument nécessaire, pour l'émergence des réformes, impliquant le départ de son territoire des troupes étrangères, le désamorçage des tensions politiques internes supposant une confrontation permanente pour la définition des perspectives et la détermination des directions du mouvement du pays, l'instauration d'un équilibre et d'une atmosphère sociale favorable aux réformes – voilà le prix de cette option politique délibérée et, pour le moment, la plus raisonnable.

En tout cas, l'atmosphère socio-politique du moment n'était pas favorable pour le lancement de quelques attitudes catégoriques. Les souvenirs du conflit armé qui a favorisé la division de la République étaient très accablants. La paix fragile ne devait pas être perturbée, et

chaque initiative eventuelle, capable de provoquer a nouveau les esprits, en pouvait etre fatale.

Le desir, quelquefois meme latent, d'une grande partie de la population, orientee vers une "occidentalisation" et une "europenisation" se heurtait a un autre desir, d'une intensite plus grande encore, provenant d'une autre bonne majorite de la population et se caracterisant par une profonde nostalgie pour les temps sovietiques. Il est a remarquer que la mentalite constitue un facteur qui ne peut pas etre negligee et que l'inertie de la perception du monde sous une optique bipolaire est manifestee soit par des adversaires, soit par des adeptes de l'extension de l' OTAN vers l'Est. En plus, la pression faite par la Russie etait assez forte.

Dans un plan strategique concernant ses relations avec la CEI, publie en 1995, la Russie annoncait avec clarte son intention de garder son hegemonie regionale en devenant la force motrice d'un renforcement de l'integration economique et politique, voire aussi militaire, de la CEI. Le plan enumerait les "interets vitaux" de la Russie sur le territoire de la CEI: economie, defense, securite, protection des Russes se trouvant a l'etranger. Il est vrai que l'espace CEI s'ordonne autour de la Russie du fait des liens economiques humains, (les "pieds rouges") et militaires entretenus par la Russie avec ses voisins. Cette strategie de la Russie a ses fondements geopolitiques, dont le leader ultranationaliste Vladimir Jirinovski a donne la vision la plus extreme: selon lui, la Russie devrait s'entendre avec l'Allemagne (qui reconstituerait la "Mitteleuropa" en Europe) et reconstituer avec l'Asie centrale une "Eurasie" en s'alliant avec l' Iran contre la Turquie et l'OTAN¹³.

Dans ce contexte l'intention de la Moldova de prendre le chemin de l'emancipation etait pratiquement irreelle. La Russie restait une grande puissance avec un interet manifeste pour le controle de l'espace postsovietique. Des 1992 elle avancait le concept "d'etranger proche", une doctrine qui devrait proteger la CEI des influences etrangeres. Bien que cette doctrine se soit averee, selon Z. Brzezinski, une "illusion geopolitique"¹⁴, la Russie continuera de garder son influence sur la Moldova, les dirigeants moldaves etant tres prudents dans leurs declarations et, bien sur, dans leurs actions, pour ne pas provoquer le mecontentement de la Russie. Il est possible que ces circonstances aient determine, en quelque sorte, la decision de declarer le statut de la neutralite permanente en tant que "moyen optimal"¹⁵ qui correspondrait aux interets de la securite nationale de la Republique de Moldova.

Les raisons pour lesquelles on a invoque l'opportunitie d'un tel statut seraient les suivantes:

a) les realites geopolitiques (la Republique de Moldova est un nouveau etat europeen surgi comme suite au demembrement de l'URSS, le processus d'autodetermination des anciennes republiques sovietiques et

de tout l' espace postsocialiste constituant un objectif des luttes pour les spheres d' influence, de la confrontation de la Russie et l'OTAN. On prévoit ainsi que, des que la consolidation du potentiel économique de la Russie se sera produite, celle-ci activera l'inglobation dans sa sphere d'influence des regions perdues a la suite de l'effondrement de l'ancienne URSS¹⁶);

b) la faiblesse économique, politique et militaire de la Moldova en rapport avec les pays limitrophes qui tendent a réaliser leurs interets dans la Republique de Moldova, comptant, inclusivement, sur les grandes groupes etnonationaux, qui manifestent parfois des tendances irredentistes. Les changements brusques de la politique étrangere peuvent ainsi avoir, suivant les auteurs mentionnes, des reactions promptes de la part de ces groupes mettant en doute meme l' integrite territoriale de la republique. On estime donc que pour ne pas devenir le point convergent des certaines pressions politiques, l' adoption du statut de neutralite permanente serait la plus opportune decision;

c) la situation des pays voisins, tels que la Roumanie et l' Ukraine, soumis eux aussi aux pressions ayant a l'origine les interets des grandes puissances;

d) la necessite de la Republique de Moldova d'orienter son économie vers le marche extérieur. On considerait a ce moment la que justement le statut de neutralite, stimulant une collaboration, y (compris économique) sans preferences politiques, pourrait favoriser considerablement le developpement de l'économie nationale, son integration dans le cadre économique europeen.¹⁷

Ainsi, le jeune Etat s'est assume des obligations liees au statut de neutralite permanente procedant a la configuration de sa politique étrangere correspondant aux principes respectifs.

Une telle option doit dépasser le niveau d'une simple declaration unilaterale de la part de l'Etat si l'on veut obtenir les garanties de la communaute internationale (pas obligatoires, peut-etre, pour certains Etats, mais absolument necessaires dans le cas de la Republique de Moldova, en vertu de sa position géographique particuliere, comportant les risques de pression et de destabilisation qui pourraient provenir de la part des parties interessees, en fonction de leurs propres interets geopolitiques). Respectivement, la Republique de Moldova, en depot de ces declarations, parfois timides et inconsequentes, n'a pas encore obtenu une reconnaissance officielle de sa neutralite permanente, ce fait refletant d'une facon assez eloquente la complexite du probleme et une appreciation ambigue des efforts entrepris par la diplomatie moldave¹⁸.

Les garanties exterieures en plus sont tres importantes, vu que les possibilites économiques de la republique sont faibles, ne permettant pas de reserver une contribution adequate pour l'oeuvre de formation et de

consolidation du propre système de défense. Ainsi, l'analyse de la dynamique des dépenses prévues pour le maintien des forces armées dans la République de Moldova montre que ces dépenses ont diminué substantiellement en quelques années (de 0,9% de PIB en 1995 à 0,5% de PIB en 1999¹⁹). Si l'on entreprend une comparaison avec les dépenses pour le secteur militaire des pays avec un nombre similaire de la population, on peut constater une place d'arrière de la République de Moldova sous ces aspects: le même indicateur en Lituanie représente 3%, en Arménie - 3,6%, en Turkménistan - 4,0%, en Danemark - 1,8%, en Norvège - 2,7% du PIB. L'entretien d'un militaire en 2002 en Pologne monte approximativement à 20000 dollars, dans la République tchèque - 20000 dollars, en Hongrie - 10000 dollars, en Russie - 4000 dollars, tandis qu'en Moldova ce chiffre ne dépasse pas 600 dollars²⁰.

Le rôle des garanties extérieures dans ces circonstances augmente énormément. En même temps, cette reconnaissance internationale du statut de neutralité de la République de la Moldova retarde et semble être assez problématique pour des raisons multiples:

- On n'a pas encore signé les Traités de base entre la République de la Moldova avec les États voisins, la Roumanie et l'Ukraine, incluant une délimitation précise des frontières. La fin de l'année 2001 et le début de l'année 2002 ont été marqués, par exemple, par une forte tension entre les gouvernements moldaves et roumains. Les deux parties se sont adressées des prétentions réciproques. Le reproche de l'actuel ministre de Justice de la Moldova Ion Morei, fait à Strasbourg²¹, visait "l'implication de la Roumanie dans les affaires internes moldaves". L'attaché militaire de la Roumanie a été déclaré *persona non grata*²². Le déroulement des événements au printemps de 2002 met en relief un certain dégel des relations moldo-roumaines.

- Sur le territoire de la Moldova stationnent les troupes militaires russes. On estime ce contingent, ancienne 14^e armée, à 2600 militaires²³. On constate avec regret que leur départ n'a pas encore commencé, quoique cette décision ait été formulée dans les documents adoptés lors du sommet de l'Istanbul en 1999, la Russie acceptant la condition imposée de retirer ses troupes avant l'année 2002. Simultanément, les décisions de l'OSCE ont prévu le départ dans les mêmes délais des munitions déposées en Transnistrie. Il s'agit d'un très grand volume d'armement, des missiles et carburants, dont 30% sont intransportables et doivent être détruits directement au lieu d'emplacement²⁴. Le processus du départ de l'armement et de la destruction a démarré, et on doutait longtemps que la Russie réussisse à accomplir pleinement ses obligations dans les termes prévus. Il faut mentionner que l'armement limité par le traité FACE a été éloigné et

détruit, fait mentionne dans la declaration du Conseil ministeriel de l'OSCE en decembre 2001.

En tout cas le projet de la nouvelle conception de la politique etrangere de la Republique de Moldova vise deux fois la necessite du depart des troupes russes. Cette insistence n'est pas fortuite, temoignant une certaine crainte que la Russie manquera a sa promesse concernant la liberation du territoire moldave de ses troupes. Une telle probabilite peut avoir des fondements reels, compte tenu du fait que, par exemple, dans une situation similaire, en Georgie la base militaire russe situee a Gudauta n'a pas ete abandonnee par les russes malgre le terme impose par l'OSCE, qui a expire le 1 juillet 2001²⁵. Il existe certains suppositions que Moscou veut legaliser sa presence militaire dans la region a partir du decembre 2002, ayant l'intention d'accorder au Groupe limite, emplace en Transnistrie, le mandat de force pacificatrice: "Le Kremlin espere conserver ses troupes en Moldova d'une maniere absolument legale, avec l'approbation du Parlement moldave rouge ou, de facto, moyennant la cooperation avec la Transnistrie"²⁶. Les tentions dans la zone pourraient etre une justification pour les Russes dans l'obtention d'un tel mandat.

- Les rapports tendus persistant entre le gouvernement moldave et les autorite de la Transnistrie sont assez evidents.

Les aspects mentionnee nuisent a la situation de la Republique de Moldova et affectent serieusement ses efforts axes sur la consolidation de la stabilite et de la securite de la region, en determinant le choix des voies pour assurer la reconnaissance internationale du pays. En ce qui concerne les actions entreprises pour promouvoir le statut de neutralite, on peut constater que ce concept, applique a un tel pays comme est celui de la Moldova, souffre de certaines limites dans son application. Il s'agit donc du fait que le pays qui adopte un tel statut doit disposer des ressources reelles pour le realiser, c'est a dire d'un potentiel economique, politique et militaire avance. Quant a la Republique de Moldova, elle ne correspond pas pleinement au parametres respectifs, fait qui rend vulnerable son statut de neutralite. Le jugement sur l'inopportunitie de ce statut pour la Moldova apparait aussi justifie a cause de sa situation geographique. Situee au sud-est de l'Europe, avec ses steppes et ses collines, la Moldova ne dispose pas d'obstacles naturels defensifs qui pourraient proteger le pays d'une eventuelle intervention. En plus, on peut invoquer, dans le meme ordre d'idees, la proximite de la Mer Noire, le voisinage des pays avec un potentiel militaire considerable. Quoique les experts militaires constatent que la Moldova "ne risque pas dans un avenir proche d'etre objet d'une agression"²⁷, la necessite d'avoir une armee forte s'impose quand meme. Cet imperatif, a son tour, se heurte a de graves problemes, etant donnee la situation assez precare des forces militaires moldaves qui met en doute la capacite defensiva du pays. Les chiffres sont assez eloquents: si la valeur

de PIB dans certains pays neutres de l'Europe monte a 19600 – 22700 dollars par habitant (Suisse, Autriche)²⁸, a 4400 dollars (Ukraine)²⁹, en Moldova elle ne constitue que 850 dollars (pour l'annee 1998)³⁰. Les depenses pour les problemes militaire representent de 1,7 mlrd dollars (Autriche) a 5,5 mlrd (Suede), et si l'Ukraine reserve pour ses depenses dans ce domaine 813 mln dollars³¹ et la Russie (en 1999) – 22,4 mlrd dollars par annee (soit 12 fois moins que les Etats–Unis et 2 fois moins que la France³²), les depenses militaires de la Moldova, qui n'ont pas cesse de decroitre, s'elevaient, en 1999, a 64,9 millions en monnaie nationale. Avec ses 10000 militaires (rapportees a 3,7 mln habitants, sans la Transnistrie), – cf.: 33000 militaires / 5,1 mln habitants – Finlande, 63000 militaires / 8,8 mln habitants – Suede³³, - un systeme de reserves militaires insuffisamment developpe et un potentiel technique assez limite (machines blindees –209, canons – 79 lance – mines – 115, canons antitank – 36, installations d'artillerie antiaerienne – 23, installations mobiles – 66, avions MIG-29 – 6, etc.³⁴, en Ukraine le nombre reel de tanks etant de 1578 unites, machines blindees – 1471³⁵, il est clair qu'il est tres difficile de parler d'une resistance solide devant un ennemi potentiel.

Les etudes visant le potentiel des capacites de la Moldova ont constate son niveau assez faible, etabli surtout par rapport au modele EPOCC (Equipment Potential Capability Comparisons). Ainsi, on a evalue le potentiel des capacites des forces armees de la Moldova en 655 points, alors que l'indicateur pour les parties soumises a l'investigation a ete le suivant: la Russie – 65500 points (forecs terrestres dans la zone europeenne; l'Ukraine – 38590 points (sauf la marine); Roumanie – 25922 points; le contingent russe emplace dans la Transnistrie – 1185 points; les formations militaires de la Transnistrie – 578 points³⁶

On pourrait donc justifier les estimations faites par certains auteurs occidentaux affirmant que "la Moldova n' est pas certainement capable d'une action militaire menacante, meme si son effondrement pourrait mener a une intervention exterieure. Il ne semble pas que l' Ukraine entretienne une quelconque idee d'agression, meme si elle souffre clairement des problemes majeurs"³⁷.

Pour conclure, on pourrait dire que la neutralite constitue un luxe qui peut etre accepte par un pays riche. Ou bien, il peut etre si insignifiante que ne presente pas aucun interet. La Moldova ne se rapporte ni a une categorie ni a une autre. Les donnees citees, les opinions des experts locaux (meme s'ils insistent sur le fait que la necessite de l'armee ne peut pas etre contestee³⁸, que l'armee n'est pas seulement un instrument de la guerre, mais aussi un organisme de l'education du patriotisme³⁹, etc.) et internationaux attestent des doutes serieux en ce qui concerne le niveau du developpement du secteur militaire moldave.

Dans ce cas, la neutralite represente soit un bluff politique, soit une illusion dangeureuse du gouvernement militaire et politique du pays, ainsi que d'une grande partie de la population de la Moldova. Et si l'on peut tomber d'accord avec l'opinion que "l'Ukraine, dans son etat actuel, exige un allie⁴⁰, on est d'avis qu'une telle affirmation doit avant tout viser la Moldova, qui, a son tour, devrait chercher des allies surs et puissants. Dans le meme ordre d'idees, le rapprochement de la Moldova de la plus importante organisation internationale politique et militaire comme est celle de l' OTAN marque une nouvelle prise de conscience du gouvernement moldave de la necessite de promouvoir une vision realiste, de surmonter les difficultes existantes, d'exploiter les avantages qu'une telle collaboration pourrait offrir.

En fait, il s'agit d'une variante reussie de convergence des interets: d'une part, l'OTAN accorde une certaine attention a la Moldova, en l'entraignant dans un processus de collaboration militaire interstatal. Ce fait atteste, une fois de plus, le role de l'OTAN en tant que "facteur centripete de la construction de l'espace europeen de securite"⁴¹. L'implication (soit partielle, incomplete) de la Moldova dans l'orbite de l'Alliance Nord-Atlantique peut assurer un meilleur controle de la situation dans le Sud-Est de l'Europe. D'ici - les divers avantages geopolitiques et les perspectives d'un nouvel elargissement. D'autre part, le lancement des relations avec l'OTAN offre a la Republique de Moldova une possibilite incontestable de creer une base durable pour sa securite nationale.

1.2. Les relations de la Republique de Moldova avec l'OTAN: une option de perspective

La cooperation nouee par la Moldova avec l'Alliance Atlantique a son histoire⁴², mais le point le plus important de cette relation semble etre la visite de documentation a Chisinau effectuee par George Robertson, Secretaire General de l'OTAN, en fevrier de 2000. A ce moment-la, il est vrai, la situation politique interne etait marquee par une certaine confusion, derivee de la meme et permanente vision oscillante entre l'option pro-europeenne et l'option pro-russe. C'est n'est pas par hasard que le president Petru Licinschi a trouve necessaire d'accentuer durant la rencontre en premier lieu le probleme de l'adhesion de la Moldova au Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-est, sans le mettre dans le contexte d'elargissement de l'OTAN⁴³. En tout cas, il etait impossible de negliger le fait qu'une bonne partie des forces politiques (meme s'il ne s'agissait pas a ce moment-la de la majorite parlementaire) ont exprime

leur agrément vers l'approfondissement de la collaboration de la Moldova avec les structures européennes, inclusivement l'OTAN⁴⁴.

Il est important qu'un haut dirigeant de l'OTAN a souligné que l'Alliance continuera la coopération avec les pays-partenaires, sans aucune différenciation imposée par leur statut. C'est justement Lord Robertson qui a déclaré qu'il "ne serait pas très surpris si la Moldova sollicitait d'adhérer à l'OTAN". Une autre remarque du Lord Robertson ne devrait pas être oubliée ou négligée. Ses affirmations que "La République de la Moldova peut jouer un rôle dans l'architecture de la sécurité européenne et que sa position stratégique ne lui permet pas de rester isolée"⁴⁵ peuvent être vraiment considérées comme une invitation à un dialogue sur les perspectives de collaboration Moldova – OTAN. En d'autres termes, la porte s'est ouverte un peu, mais les gouvernants moldaves à ce moment – la ont préféré de la laisser entreouverte ou même fermée et de continuer de chercher les clés pour une autre porte.

L'affirmation du Lord Robertson que la Moldova est un pays de Sud-Est de l'Europe et qu'elle représente un partenaire-clé de l'OTAN dans le cadre du programme Partenariat pour la Paix, pour la première fois dans la chronique diplomatique de la Moldova a situé le pays dans la famille des pays de l'Europe de Sud-Est, dans la même ligne avec la Roumanie et la Bulgarie. C'était un signal, mais sa signification n'a pas été très bien comprise par les responsables du destin de la Moldova.

En tout cas, il est important qu'à partir de ce moment, dans la vision de l'OTAN la République de la Moldova a trouvé sa place dans un autre cadre que celui de CEI et a montré une perspective nouvelle et différente – celle d'avoir sa place dans la structure de l'architecture de la sécurité, en train d'être bâtie dans l'Europe de Sud-Est.

Une année plus tard, en mai 2001, à Bruxelles, le représentant moldave, appartenant déjà à un gouvernement d'une autre orientation politique, le premier ministre Vassile Tarlev, a annoncé à Lord Robertson l'intérêt et la volonté politique du nouvel gouvernement pour la coopération avec l'OTAN. Assez suggestive dans ce contexte apparaît la déclaration du premier ministre moldave, faite durant cette rencontre, visant le processus de l'élargissement de l'OTAN. "Nous espérons, a mentionné V. Tarlev, que l'élargissement de l'Alliance ne comportera l'apparition des nouvelles lignes de démarcation et des nouvelles zones avec des degrés divers de sécurité"⁴⁶. Ces paroles, en fait, dissimulaient une forte préoccupation, pratiquement inévitable, du danger de la marginalisation internationale de la Moldova, due à l'insistance et à un rythme très fort vers l'adhésion à l'OTAN, promus par la Roumanie, d'une part, et la volonté déjà exprimée de l'Ukraine de se rapprocher et ensuite d'adhérer à l'OTAN, d'autre part. La coopération, au moins, de la

Moldova avec l'OTAN, pourrait diminuer ce risque de la marginalisation du pays.

Il est vrai que cette coopération est restée, durant une période assez significative, réduite seulement à quelques actions réalisées en commun. En tout cas, cette collaboration a constitué une expérience, une possibilité de se rapprocher réciproquement, de vérifier les propres points de vue.

Le plus important programme de l'OTAN, auquel s'est associée la Moldova, c'est le Programme Partenariat pour la paix. Ce Programme, adopté en janvier 1994, offre à chaque participant la possibilité d'apporter sa contribution au maintien de la paix et de la stabilité, de développer et de consolider les relations politiques et militaires. Le programme vise l'activation de la collaboration entre les pays-partenaires et l'OTAN, la réduction du danger qui menacerait la paix, le développement de l'interaction entre les pays entraînés dans les activités, l'organisation de l'aide humanitaire. Les objectifs du Programme ont été approfondis et concrétisés en 1999, quand on a complété le spectre des activités prévues en mettant l'accent surtout sur l'élaboration de la base politique et militaire pour les opérations de soutien de la paix, dirigées par l'OTAN, l'intensification de la collaboration militaire, l'extension des actions sur le domaine de l'instruction des militaires.

Il est évident que l'adhésion à ce Programme est très importante pour la République de la Moldova. Il s'agit d'abord d'une possibilité réelle de démontrer le caractère ouvert de sa politique, la volonté de coopérer avec ses partenaires dans les divers domaines, soit politiques ou militaires. Le programme Partenariat pour la Paix exprime ainsi les intérêts fondamentaux de la Moldova, facilite l'intégration de la République dans les structures européennes, offre la possibilité de participer à la création des mécanismes internationaux en ce qui concerne le maintien de la paix et de la stabilité et, non, en dernier lieu, la possibilité d'assurer certaines garanties de la sécurité nationale.

L'expérience accumulée par la Moldova durant la participation à ce Programme atteste le caractère bénéfique de la collaboration, surtout dans les domaines visant les exigences actuelles de l'organisation des forces armées, la formation du personnel militaire, le déroulement des opérations de soutien de la paix etc.

La participation au Partenariat pour la paix a signifié pour la République de Moldova la possibilité d'entrer dans le Conseil du Partenariat Euro-Atlantique (CPEA), une organisation assurant le cadre général de la coopération entre les partenaires et les pays membres de l'OTAN.

La République de Moldova a signé le 16 mars 1994 le Document Cadre du Partenariat pour la Paix, étant le douzième pays qui y a adhéré. Ce document concerne les actions spécifiques qui doivent être entreprises

par chaque pays, engage dans la cooperation avec l'OTAN, en vue d'assurer la realisation complete des objectifs prevus par le Programme du Partenariat pour la Paix. Il suffit de citer certains de ces objectifs pour se rendre compte de l'opportunit de la participation a un tel Programme:

- faciliter la transparence du processus national de la planification de la defense et du budget respectif;
- assurer le controle democratique des forces armees;
- maintenir la capacite de participation aux operations de soutien de la paix;
- developper les relations militaires de cooperation avec l'OTAN dans le but de l'amelioration de la planification et de la formation, de l'organisation de manoeuvres communes, ainsi que dans le but du renforcement de la capacite des participants au Programme d'accomplir diverses missions de maintien de la paix, d'organiser des actions d'assistance humanitaire;
- developper les ressources et les moyens necessaires qui seront capables dans l'avenir d'accomplir d'une maniere plus efficace des missions communes avec les forces de l'OTAN.

Le Programme prevoit egalement le droit de chaque partenaire d'etablir, d'une maniere individuelle, le degre et le volume de sa participation aux activites du Partenariat, ainsi que le caractere de ses relations avec l'OTAN.

En conformite avec les principes d'activite des pays membres du PpP, la Republique de Moldova a designe ses domaines specifiques de cooperation et a presente ses offres visant la preparation pour les missions et les operations de maintien de la paix: a) d'une compagnie d'infanterie motorisee (comme un composante d'un batallion bi- ou plurinational); b) de huit observateurs militaires; c) de huit officiers d'etat majeur pour la participation aux activites des etats majeurs internationaux pendant les operations de maintien de la paix; d) un service medical destine aux forces engagees dans la participation aux operations susmentionnees; e) d'une equipe de deminage qui pourra s'encadrer dans les unites plurinationales participants aux operations de soutien de la paix. La Moldova s'est engagee de mettre a la disposition l'aerodrome de Marculesti pour les activites du Partenariat, le Centre de formation Bulboaca pour le deroulement des activites instructives et les manoeuvres tactiques, un avion-cargo (An-72) et deux helicopteres (Mi-8) pour la participation aux operations de maintien de la paix⁴⁷.

Il est evident que les objectifs strategiques envisages par l'OTAN moyennant un tel Programme comme est celui du Partenariat pour la Paix sont subordonnes a deux buts essentiels: a) renforcer l'Alliance Nord-Atlantique en y incluant des membres nouveaux; b) imprimer a l'OTAN la qualite relevante d'une structure de securite, capable de reagir

a tout défi d'instabilité en Europe. Une telle approche offre la possibilité d'entraîner dans le Partenariat presque tous les pays européens, diminue les risques d'un conflit incontrôlable et augmente le degré de responsabilité des pays, liés dans le cadre d'un réseau de sécurité collective pour l'instauration d'un climat de collaboration sur le continent. L'adhésion de la République de Moldova au Partenariat pour la Paix trouve ainsi sa motivation bien réfléchie.

Le 25 mai 1995 le Conseil suprême de la sécurité de la République a approuvé le premier Programme Individuel du Partenariat, et le 25 octobre 1995 celui-ci a été accepté par l'OTAN (les Programmes Individuels du Partenariat sont élaborés pour tous les deux ans et concernent les déclarations des buts politiques des partenaires, les objectifs généraux de la coopération entre le pays partenaire et l'Alliance, ainsi que les actions spécifiques planifiées). Le 6 septembre 1996 la Moldova a signé l'Accord et le Protocole additionnel des États participants au Programme PpP visant le statut de leurs forces armées (SOFA), document ratifié par le Parlement de la République de Moldova en juillet 1997.

Les années qui ont suivi ont été marquées par une réalisation évidente du Programme PpP. Pendant la période 1996-2002 les militaires moldaves ont participé à de nombreuses activités dans le cadre du Partenariat pour la paix: 1996 – 75 activités (y compris 15 exercices des troupes multinationales pour le maintien de la paix). Il est à remarquer qu'aux exercices "Le bouclier de la paix", déroulés en Ukraine, "Cooperative Determination" (Bulgarie), "Cooperative Osprey" (États-Unis), "Cooperative Best Effort" (République tchèque) ont participé des unités de l'infanterie motorisée. Aux exercices "Cooperative Key" déroulés en Roumanie, la Moldova a été représentée par les équipages de trois appareils de vol; 1997 - 77 activités (trois diverses unités moldaves ont pris part aux exercices "Cooperative Neighbour", déroulés en Ukraine, "Cooperative Nugget" (États-Unis), "Cooperative Best efforts" (Lettonie). Les officiers moldaves ont participé aux exercices "Cooperative Determination", déroulés en Roumanie. On pourrait également mentionner la participation conjointe des unités moldaves et de celles nord-américaines dans le cadre des applications militaires en matière de médecine "Medceur-97", déroulés en Moldova; 1998 – 104 activités, 1999 – 110 activités (325 militaires moldaves y ont participé durant l'année, étant entraînés dans cinq exercices OTAN/PpP – "Cooperative Adventure Exchange", Slovaquie, "Cooperative Best Efforts", Macédoine, "Cooperative Key", Turquie, "Peaceful Bridge", Turquie, "Cooperative Osprey", les États-Unis et 4 exercices pour les officiers – "Cooperative Automation", Pays-Bas, "Cooperative Dragon", Italie, "Peace Shield", Ukraine. Les officiers du bataillon national

moldave de maintien de la paix récemment formée ont pris part aux exercices "Cooperative Determination" en Bulgarie)⁴⁸.

Pour les années 2000-2002 les secteurs prioritaires de la coopération, établis dans le cadre de la participation de la République de Moldova aux activités du Programme PpP ont été les suivants: le contrôle démocratique des forces armées et des structures de défense, la planification de la défense et du budget, la politique de la sécurité, la médecine militaire, l'assistance logistique des troupes, les recherches scientifiques et le développement des nouvelles technologies dans le domaine de la défense nationale et d'autres. Ces dernières années les militaires moldaves ont participé annuellement à environ 200 activités communes, y compris des exercices. La participation des militaires moldaves aux réunions des groupes de travail de l'OTAN est devenue réellement plus active, le niveau d'interopérabilité des militaires entraînés dans les exercices et opérations déployés a obtenu des appréciations favorables.

Le déroulement du Processus de Planification et Révision du PpP (PARP) en mai de 1997 en Moldova a constitué une nouvelle opportunité pour la République de Moldova d'approfondir sa collaboration avec l'OTAN, de concentrer ses efforts sur l'intégration européenne, a contribué à la résolution de certains problèmes importants de sa sécurité. Pour le deuxième cycle du PARP (1997-1999) la République de Moldova s'est assumée 19 objectifs et pour le troisième cycle - 24 objectifs visant l'assurance de la transparence de la structure, de la formation et de l'équipement de ses forces armées, l'information réciproque permanente et vérifiable, ainsi que l'assistance réciproque en ce qui concerne les divers aspects de la politique de défense, les objectifs de la sécurité, le contenu de la stratégie militaire, la politique des ressources humaines et leur formation, l'état général des supports techniques et le niveau de préparation des forces disponibles pour les activités communes etc., toutes ces actions étant axées sur l'assurance de l'interopérabilité des forces armées des pays-partenaires.

Il est nécessaire de mentionner que la part moldave a bénéficié, pour honorer ses obligations dans le cadre du Programme, d'une aide substantielle de la part des États-Unis (le support pour la participation dans les activités de maintien de la paix prévues, ainsi que pour le déroulement d'un programme d'assistance nécessaire dans les actions de déminage dans la région transnistrienne), du Canada (l'équipement spécial, nécessaire pour déminer 80 km carrés en Transnistrie), de la Turquie (l'équipement pour le bataillon des forces pour le maintien de la paix), de la Belgique (l'équipement et l'assistance technique).

Grâce à la signature d'un Accord avec l'Agence NAMSA de l'OTAN (une structure de l'Alliance, chargée de l'assistance logistique,

de l'achat et de l'entretien de l'equipement militaire) la Republique de Moldova a pu approfondir sa cooperation avec l'OTAN. Le Memorandum de l'entente, signe le 28 juin 2001 par le Secetaire General de l'OTAN George Robertson et le President de la Moldova Vladimir Voronin, durant la visite du chef de l'Etat moldave au Cartier General de l'OTAN, a servi comme base pour le commencement des activites pratiques en ce qui concerne la destructions des munitions deposees en Moldova. Une equipe de NAMSA qui a visite la Moldova en fevrier de 2001, afin d'evaluer la sollicitation moldave relative a l'assistance qui pourrait etre accordee en vue de neutraliser 362 tonnes d'oxidants pour les missiles et de detruire 308 tonnes de munitions (y compris 11000 mines antipersonnelles, interdites par la Convention d'Ottawe en 1997), a recommande la signature du contrat respectif, le montant du projet etant estime a 1 mln dollars. En novembre 2001 on a procede a la realisation du projet.

En poursuivant la meme direction de renforcement de la collaboration avec les pays occidentaux et montrant sa volonte pour l'affirmation en tant que pays-partenaire, la Republique de Moldova a annonce, en mai 2001, son adhesion au Document commun d'Evaluation des Problemes et des Opportunites de la Securite Regionale (SEECAP).

Toutes ces actions de la Moldova, ouvrent, sans doute, la voie vers l'elargissement de sa cooperation avec l'OTAN, en confirmant une certaine prise de distance de CEI et un rapprochement, au moment, modere, de l'Ouest.

1.3. La Republique de Moldova et le Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-Est.

Bien que la Republique de Moldova n'ait pas mene, vu les circonstances deja evoquees, cette derniere decennie, une politique etrangere plus reflechie, plus courageuse et qui aurait pu correspondre reellement a son interet national, il serait pourtant injuste de ne pas signaler ses efforts en vue de rechercher sa propre voie de developpement, de dépasser la condition d'un pays-satellite de la Russie (la Moldova est jugee comme telle, en tout cas, elle est traitee par les Etats occidentaux et ses organismes internationaux d'une maniere plutot reservee, et surtout dans l'optique des ses relations avec la Russie; l'experience des dernieres annees atteste, en general, le manque d'une strategie claire et bien definie envers la Moldova, une attitude, en effet, "frustrante et temoignant un desinteret de l'Europe"⁴⁹ vis-a-vis de la Republique de Moldova).

L'elargissement de l'Union Europeenne, l'adhesion dans quelques annees, deja reelle, de son voisin, la Roumanie, de meme que les perspectives europeennes envisagees par la politique etrangere de l'autre voisin, l'Ukraine, a souleve des problemes serieux devant la Moldova, qui risque de rester isolee, au-dela de la nouvelle configuration de l'espace europeen. Ces defis ont fait la Moldova renoncer a l'ancienne expectative et lancer des initiatives prooccidentales. Un des pas concrets entrepris avec insistance dans cette direction a determine, au bout du compte, l'acces de la Moldova dans le Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-Est.

Le 10 juin 1999, lors d'une rencontre a Cologne, les ministres des affaires etrangeres de trente-huit pays et quinze organisations internationales, repondant a un appel de l'Union Europeene, approuvaient le Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-Est, marquant ainsi le debut d'une nouvelle phase de la politique internationale a l'egard des Balkans.

L'organisation du Pacte a ete, bien sur, une decision politique d'une ampleur impressionnante. Parmi tant d'objectifs de construction d'une nouvelle architecture europeene on a elu, a titre de priorite, le probleme des Balkans. Une question s'impose alors: pourquoi l'attention de l'Union Europeenne s'est axee sur les Balkans?

On peut donner, sans doute, la reponse a cette question, et elle est assez convaincante. Les dix annees succedant a la guerre froide en Europe sont marques par diverses evolutions, deux d'entre eux etant a la meme fois spectaculaires et relevantes: d'une part, les pays d'Europe centrale et orientale se sont engages dans un processus de transition, et les institutions euro-atlantiques ont ouvert la porte pour aider cet effort et le guider pour mettre en place un ordre de paix paneuropeen. D'autre part, une region de l'Europe comme les Balkans, a ete soumise pendant cette

periode aux seismes socio-politiques et economiques, mais, avant tout, aux confrontations militaires qui ont destabilise toute l'Europe de Sud-Est (d'ailleurs, ce sont les confrontations existantes dans les Balkans qui ont constitue le pretexte de la premiere intervention militaire des forces de l'Alliance nord-atlantique en Europe, ce qui a amene certains politologues a se demander, si le declenchement de la guerre a confere a l'Alliance, jusqu'a ce temps la percue surtout comme un instrument diplomatique, la dimension d'une communaute politique, si l'OTAN devrait etre considere, a la lumiere d'evolution du monde, comme une institution de la globalisation, susceptible d'apporter des reponses operationnelles aux defis d'un monde transnational, ou bien au contraire, comme une structure interetatique nee de la guerre froide, si elle est un vestige d'un monde en voie de disparition, et si son triomphe apparent dissimule la realite de son declin⁵⁰).

Le resultat global des crises balkaniques des annees 90 ne peut pas etre conteste. On peut dire que les Balkans ont fonctionne comme un grand frein pour l'Europe. Les complications balkaniques persistent encore, a notre regret, au XXI-eme siecle. Et celles-ci ne cesseront pas de constituer des obstacles dans la voie du developpement de l'Europe. Il existe des opinions qui partagent l'idee que l'avenir de l'Europe dependra les annees suivantes des evolutions dans les Balkans, comme est celle exprimee il y a plusieurs annees, "l'avenir des Balkans vise l'Europe entiere"⁵¹, ou bien une autre, plus recente encore, qui prend en compte l'evolution actuelle des evenements, "l'Union Europeenne a du prendre conscience que l'avenir du continent se joue aussi dans les Balkans"⁵².

Le mot "Balkan" vient de la langue turque (un souvenir de la presence et de la domination assez longue ottomane dans la region), en signifiant "le mont", et ce nom, donne au mont bulgaire Haemus, a reussi a s'etendre sur la peninsule entiere. Le terme a obtenu des sens tres pejoratifs, explique un geographe francais, et il se refere a tout ce qui est oppose, sous aspects de morale, de culture et de niveau de la vie, a l'Occident⁵³. "Il a obtenu aussi un sens politique: on nomme "la balkanisation" le resultat de la division de l'Empire ottoman en Etats rivaux et de leur oppression par les grandes puissances, trouves en conflit apres le deces du "grand malade de l'Europe". On nomme "balkanique" tout ce qui est soumis a la tyrannie et porte l'empreinte du passe. George Duhamel, dans son amusant livre "Geographie cordiale de l'Europe", exclame: "Supplice pour l'Europe, piege pour le diplomates, reservoir des catastrophes, c'est toi, la peninsule Balkanique, l'Asie interieure de notre Europe!". Il est prive d'importance le fait, ou finit la Peninsule balkanique: a Sava, a Danubes ou dans les plaines. Le probleme, visant la limite du nord de la peninsule, qui a ete discute avec tant de passion, doit nous faire comprendre que personne ne veut pas se balkaniser, qu'on peut

être toujours un balkanique en rapport avec les autres et qu'il est besoin d'europaniser un peu ce domaine, négligé depuis longtemps. Les Balkans sont plutôt un problème qu'une région"⁵⁴.

Durant la période de la guerre froide, paraît-il, l'Europe a oublié l'existence des Balkans. Le rideau de fer a divisé pour une longue période de temps la péninsule en deux camps: d'un côté se trouvaient la Grèce et la Turquie européenne, de l'autre côté – le reste des États balkaniques. Chacun de ces groupes d'États poursuivait son chemin, les contacts de la population étant strictement limités par une ligne de démarcation. "Aux temps de la guerre froide on considérait que les vieilles traditions négatives du monde balkanique avaient disparu"⁵⁵. Mais l'héritage balkanique des pays, se caractérisant par une industrialisation faible et tardive, persiste encore. En parlant du modèle balkanique (opposé au modèle de l'Europe centrale), les spécialistes le caractérisent par "la stagflation, la régression économique, l'affaiblissement de l'autorité de l'État, les inégalités sociales, la marginalisation internationale"⁵⁶. Ainsi, le terme "les Balkans" a commencé de nouveau à évoquer des souvenirs désagréables. Voilà pourquoi les Roumains, par exemple, préfèrent qu'ils ne soient pas inclus dans la catégorie des balkaniques, étant pourtant liés de ceux-ci par l'histoire entière⁵⁷. Toutefois, l'emplacement de la Roumanie, dans la péninsule balkanique ou dans l'Europe centrale, présente moins d'importance. Même en réalisant le risque d'être étiqueté comme pays "balkanique" (dans le sens stéréotypé de la parole), la Roumanie, et puis, avec un retard regrettable, la République de Moldova, se sont entraînés dans la course pour être admises dans le Pacte. En ce qui concerne les appellations, il faut mentionner que vers la fin de l'année 1998 l'Union européenne a adopté, pour désigner la région, le terme "Balkans occidentaux". Pratiquement, si l'on part des jugements susmentionnés, cette appellation excluait symboliquement les pays qui les constituaient de la zone de l'Europe. En plus elle donnait à penser que le sous-développement économique ou le nationalisme ethnique lui seraient spécifiques, ce qui, en quelque sorte, bloquait les espoirs d'intégration des pays concernés. En substituant le terme d'"Europe de Sud-Est" à celui de "Balkans", les initiateurs du Pacte ont voulu ramener la région dans le giron de l'Europe; reconnaître le caractère européen de ses problèmes, leur apporter des solutions européennes"⁵⁸.

Les raisons des pays occidentaux sont assez judicieuses: on ne peut pas vraiment aspirer aux ambitieux projets d'une "grande Europe" quand on n'a pas encore établi l'ordre dans une "petite Europe", a souligné le chercheur grec Georgios Prevelakis dans la préface de son livre récemment publié à Bucarest⁵⁹. La péninsule balkanique redevient "le point le plus vulnérable de l'Europe", les peuples de la région se confrontant avec de gros problèmes. D'ici le fait que les Balkans

continuent de rester un des foyers d'instabilité de l'espace européen. La communauté des États européens a du faire face à cette réalité. Et si la guerre de Kosovo a fini par recentrer l'attention générale sur cette partie du continent, elle a aussi mis en évidence les difficultés ressenties par l'Occident dans sa tentative de résoudre un tel conflit, respectivement, l'imperatif de la nécessité de trouver de nouvelles solutions.

Bien sûr, compte tenu des déficits d'ordre structurel et des asymétries de développement, la stabilisation de l'Europe de Sud-Est constitue une tâche qui dépasse le cadre d'une aide élémentaire humanitaire. Ça exige une action intégrale, et ce qui est important, y compris pour la Moldova, est le fait qu'elle s'est produite.

C'était tout d'abord une initiative de la France, un "processus de stabilité et de bon voisinage en Europe de Sud-Est" (appelé "processus de Royaumont") qui a été lancé en 1995 par l'Union Européenne, mais il a apporté peu de résultats concrets. En fait, on a constaté, dans un rapport de la Commission Européenne, que le volume de dépenses, investies par l'Union Européenne dans la région par l'intermédiaire de divers programmes, en vue de stopper l'instabilité, durant les années 1991-1999, a monté à 7 mld dollars⁶⁰. Cependant, il était nécessaire de redéfinir le modèle de coopération, de trouver des meilleures formes de soutien des pays de la zone.

La réflexion a été relancée par l'Allemagne en 1999 avec l'adoption d'un Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est par les ministres des affaires étrangères, puis par les chefs d'États et de gouvernement de 28 pays réunis à Sarajevo (membres de l'UE, pays de G8, pays de la région excepté la RFY). Le Pacte se compose de trois tables de travail (démocratisation et droits de l'homme, reconstruction et développement économique, sécurité) supervisées par une "table régionale", une structure de direction, habilitée à s'exprimer en ce qui concerne toutes les questions de principe. Le rôle directeur de l'Union Européenne est souligné par la désignation par celle-ci du coordinateur spécial du Pacte, l'allemand Bobo Hombach.

L'objectif du Pacte est de développer une vision globale des Balkans, de mobiliser des financements et de coordonner les initiatives régionales. L'articulation avec l'action de l'Union Européenne (stratégie de pré-adhésion, stratégie commune sur les Balkans) est à cet égard capitale⁶¹. Le Pacte combine une approche politique, économique et de sécurité qui devrait, à moyen et à long terme, porter ses fruits.

Donc, on peut apprécier positivement l'incorporation dans ce Pacte de la République de Moldova (qui est l'unique pays accepté, provenant de CEI), vu que cette option promet réellement à la Moldova de résoudre certaines tâches visant le développement de la collaboration avec les États de la région, ainsi que de contribuer effectivement à l'instauration de la

stabilite dans la zone. Il est evident que l'adhesion au Pacte a ete significative pour la Moldova parce que, suivant cette voie, elle pourra approfondir ses relations avec l'Union Europeenne. En fait, pendant les annees precedentes, ces relations n'ont pas enregistre une courbe assez ascendante. En plus, l'"Accord de Partenariat et de la Cooperation", le document de base qui definit les relations actuelles entre la Moldova et l'Union Europeenne (en depit des benefices dont jouit la republique a la suite de la realisation de cet Accord), n'a pas formule d'une maniere bien definie la finalite des relations respectives. Respectivement, les aspirations de la Moldova a l'integration ne peuvent pas etre satisfaites: l'accent principal de cet Accord est mis sur la collaboration et non sur l'integration graduelle dans l'Union Europeenne, selon les estimations d'un des diplomates moldaves⁶². Il est a remarquer que dans son document fondamental (l'art. 9) le Pacte stipule le fait que l'avancement des activites au sein du Pacte facilitera l'integration dans les structures euro-atlantiques pour les pays - partenaires de la region qui ont exprime une telle volonte, qui ont annonce un tel objectif⁶³.

Ainsi, le fait d'admission dans le Pacte a signale une redefinition de la Moldova dans le contexte general europeen, la disposition de l'Europe Occidentale de la recevoir comme un pays europeen. Il est important de mentionner, dans cet ordre d'idees, l'affirmation de Bodo Hombach, coordinateur special du Pacte, qui a declare durant sa visite a Chisinau, en decembre 2001, qu'il est tres content d'inclure la Moldova au sein du Pacte, ayant les droits pleins, et qu'il definit comme un objectif strategique celui du maintien de la Moldova dans la famille des Etats europeens⁶⁴. Le meme message est venu de la part d'un autre officiel du Pacte, Mihai Ion Ungureanu qui a remarque que l'identite essentielle de la Moldova est celle europeenne⁶⁵.

Il est vrai que la Moldova a lie de grands espoirs avec cette nouvelle direction de la collaboration europeenne⁶⁶. Dans la premiere phase de la realisation de ses obligations et de ses droits comme membre du Pacte, la Moldova a defini les 21 domaines d'interet prioritaire qui ont ete inclus dans les Tables de travail 1) "Democratisation et les droits de l'homme" (les activites qui ont couvert les directions des droits de l'homme et les minorites nationales, les mass media, la cooperation de l'Etat avec les organisations nongouvernementales, la cooperation transfrontaliere et le bon gouvernement, l'egalite des chances); 2) "Reconstruction et developpement economique" (de 7 projets presentes par la Moldova dans les domaines du transport et de l'energie, 2 ont ete acceptes pour le financement: "La modernisation et la rehabilitation de l'autoroute Chisinau-Giurgiulesti", une importante artere de transport, le projet etant evalue a 60 mln dollars, 30 mln dollars etant pris a sa charge par la Banque Mondiale, et un autre projet, "Mesures pour faciliter le

commerce et le transport dans la Moldova", un projet conjoint avec les republicues d'Albanie, de Bosnie, de Bulgarie, de Croatie, de Macedonie, de Roumanie. La part revenue a la Moldova constitue 9,1 mln dollars du financement prevu de 112 mln dollars)⁶⁷; 3) "Securite" (les actions visant les initiatives regionales SPAI et SPOC, avec le lancement de toute une serie de projets concrets). Donc, avec l'adhesion de la Republique de la Moldova au Pacte de Stabilite pour l'Europe de Sud-Est, la communaute europeenne a ouvert pour la republique l'acces aux divers programmes, projets et activites, a offert la possibilite d'accumuler l'experience necessaire du developpement des relations internationales, surtout de la collaboration regionale.

De point de vue politique l'admission au Pacte a constitue l'affirmation de la Moldova en tant que pays avec une vocation europeenne.

Chapitre II. Les perspectives de l'integration europeenne de la Republique de Moldova dans le contexte des nouveaux enjeux geopolitiques

2.1. L'Ukraine et l'OTAN: un rapprochement attendu et reel

La Republique de Moldova se trouve coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, deux pays, dont l'évolution est capable d'influencer, en quelque sorte, le destin de l'Etat moldave. Chacun d'eux suit son propre itinéraire, ayant une vision spécifique de son processus d'integration europeenne. Leur experience sous aspect politique et militaire presente un interet particulier pour la Moldova surtout dans la perspective de leur adhesion a l'Union Europeenne et a l'OTAN.

En ce qui concerne l'Ukraine, on remarque qu'elle traverse une periode difficile, marquee par la promotion d'une politique d'equilibre entre la Russie et l'Occident. Au bout d'une decennie, la balance a commence de s'incliner vers l'Ouest. Voila pourquoi les observateurs ne cessent pas de commenter le divorce qui s'est produit entre Kiev et Moscou.

Le rapprochement de l'Ukraine vers l'Union Europeenne et surtout vers l'OTAN, n'était guere une decision spontanee, etant preparee par tout le deroulement des evenements. Il est possible qu'un certain role ait ete joue par les Etats-Unis qui ont accorde une attention privilegiee a l'Ukraine a partir de l'indépendance de cette republique, une puissance europeene, au moins par sa superficie et sa population. Washington a propose a Kiev une forte relation politique bilaterale, s'est assume la mediation dans les conflits russo-ukrainiens, ainsi que le developpement des contacts militaires et de l'assistance technique. Les Etats-Unis ont pris une position sure, exprimee par Madelaine Albright, en faveur d'une "Ukraine independante et dotée d'une democratie solide"⁶⁸, et l'ont confirmee par des actions concretes. Une telle attitude a derive de l'idee que les Etats-Unis n'ont rien a gagner a un retour de la domination russe sur un pays qui a besoin des aides internationales et doit exercer un role tampon entre l'Union Europeenne elargie et la Russie⁶⁹. En d'autres termes, le dialogue que les Etats-Unis a entame avec l'Ukraine etait, ainsi, un dialogue symbolique avec la Russie.

L'Ukraine insiste souvent sur son appartenance a l'Europe, se prevaut de l'exemple de la Pologne et souligne sa vocation a demander son adhesion, des que sa situation economique sera ameliee. Elle s'est opposee au renforcement de la CEI, qu'elle accepte comme un moindre mal pour gerer l'heritage sovietique et maintenir un minimum d'echanges entre les anciennes republiques federees. Elle s'affirme comme un pays

qui veut accroître son indépendance et coopérer en priorité avec ses voisins d'Europe centrale, futurs membres de l'Union Européenne⁷⁰.

L'Ukraine est le premier des États de CEI qui a adhéré (en février 1994) au Partenariat pour la Paix et elle est depuis cette date un partenaire très actif. Depuis septembre 1994, elle a participé à plusieurs exercices organisés dans ce cadre, y compris depuis mai 1995 sur son sol. Elle a contribué par ailleurs aux forces de l'IFOR et de la SFOR en Bosnie, puis à celles de la KFOR au Kosovo.

Lorsque se pose la question de l'élargissement à l'est de l'OTAN, redoutant de se voir transformée en un pays assez vulnérable entre l'Alliance Atlantique élargie et la Russie, l'Ukraine réagit dans un premier temps avec réserve, préconisant notamment une approche progressive. Ses inquiétudes s'apaisent au fur et à mesure que croît l'engagement américain à ses côtés. En mai 1995, le président L. Koutchma soutient pour la première fois publiquement cet élargissement qu'il qualifie d'inévitable. "L'Alliance Atlantique est à nos yeux, - dit-il, - un facteur de stabilité et de sécurité en Europe. Par conséquent le fait qu'elle se rapproche de nos frontières ne nous semble pas constituer une menace"⁷¹. Prenant le contre-pied de la position russe, en Ukraine s'affirme le point de vue selon lequel l'élargissement n'est pas contraire aux intérêts stratégiques de l'Ukraine, mais aussi que l'OTAN est à terme vouée à devenir le principal pilier de la future architecture de sécurité de la zone euro-atlantique, que l'Alliance est la seule institution vraiment efficace capable de faire face aux nouveaux défis qui émergent dans l'Europe renouvelée. On n'hésite plus en outre à évoquer une éventuelle intégration du pays dans l'OTAN: "l'Ukraine n'est pas prête aujourd'hui", déclarait ainsi Volodymyr Horbouline, ex-secrétaire du Conseil de Défense et de Sécurité, mais l'intégration "peut devenir à l'avenir notre option stratégique"⁷².

Kiev soutient d'autant plus volontiers l'élargissement que celui-ci a facilité la normalisation de ses relations avec la Roumanie et dans une certaine mesure avec la Russie. L'Alliance conditionnant l'adhésion au règlement préalable d'éventuels litiges frontaliers, le 7 mars 1997, quelques semaines avant le sommet de Madrid, la Roumanie, candidate à l'adhésion, déclare renoncer à toute revendication territoriale envers l'Ukraine. Le traité d'amitié et bon voisinage signé le 2 juin 1997 met fin à la question très sensible visant la Bucovine du nord et de la Bessarabie du sud.

Même si Leonid Koutchma, dans les buts de contribuer à stabiliser les situations difficiles, a demandé à plusieurs reprises aux pays occidentaux de ne pas oublier les intérêts de la Russie, il s'est désolidarisé de Moscou, allant jusqu'à soutenir la demande d'adhésion à l'OTAN des pays baltes. S'ils ne veulent pas repousser encore davantage

l'Ukraine du cote de l'OTAN, les dirigeants russes n'ont guere d'autre choix que la voie de l'apaisement.

Tout en affirmant son attachement a son statut de "pays n'appartenant a aucun bloc", l'Ukraine se rapproche toutefois de plus en plus de l'OTAN. Elle accepte l'ouverture a Kiev d'un Centre d'Information et de Documentation de l'OTAN que le secretaire general, Javier Solana, inaugure le 7 mai 1997. Le 9 juillet suivant, lors du sommet de l'Alliance Atlantique a Madrid, elle signe avec l'OTAN une Charte de partenariat qui definit le cadre de la cooperation, prevoit un mecanisme de consultation en cas de menace contre la securite de l'Ukraine, ainsi que la creation d'une Commission OTAN-Ukraine. Une des premieres decisions de cette Commission est l'ouverture d'un centre d'entrainement. Ce rapprochement, confirme lors de visites a Kiev de George Robertson, est ainsi devenu un element important de sa strategie pour s'integrer a l'ouest⁷³.

Le 23 mai 2002 l'attention de la presse a ete attiree par l'information visant une decision prise dans le cadre du Conseil national de securite et de defense sur l'adhesion de l'Ukraine a l'OTAN. Il est relevant que certains echos dans la presse de Moscou ont ironise sur cette "adhesion unilaterale ", en insistant sur le fait qu'une telle adhesion exige le ralliement aux standards de l'Alliance surtout dans le domaine d'equipement militaire (un poids assez dur sur la faible economie ukrainienne)⁷⁴. Il est vrai que les opinions des hommes politiques et des journalistes, relatives a cette information, se sont divisees. D'une part, la decision a trouve l'appui de certains politiciens russes (B. Nemtov, un leader de la droite russe), les autres ont continue de donner une interpretation negative a la decision, generatrice, selon eux, d'un eloignement entre l'Ukraine et la Federation russe. En plus, il existe la tendance d'exploiter la these sur l'avantage pour l'Ukraine d'etre une province de la Russie et sur le desavantage de son eventuel statut impose par l'Europe en tant que pays-tampon⁷⁵.

Le deroulement des evenements, stimule par l'emergence des nouvelles relations entre Russie et l'OTAN, a accelere un reel rapprochement de l'Ukraine a l'OTAN, fait confirme dans sa declaration par l'actuel Ministre des Affaires Etrangeres de l'Ukraine Anatolii Zlenco a Moscou, le 30 mai 2002.

L'analyse detaillee de l'itineraire parcouru par l'Ukraine pendant les dernieres annees illustrant son aspiration a l'adhesion aux structures nord-atlantiques parait tout a fait justifiee, vu que le destin de la Republique de Moldova, oriente aussi vers l'integration europeenne, depend dans une grande mesure du vecteur du mouvement de l'Etat ukrainien et de la realisation reussie des objectifs preconises.

2.2. L'integration europeenne de la Roumanie: realisations et perspectives

La Roumanie se caracterise par une democratie pluraliste fonctionnelle qui dispose deja de tous les instruments principaux inerents a une economie de marche, ainsi que d'un potentiel de croissance substantiel. Le nouveau gouvernement roumain s'est engage dans la realisation d'un programme de reformes radicales visant le relancement de la croissance economique⁷⁶, la lutte contre la pauvrete et le chomage, le renforcement de l'autorite de l'Etat et de ses institutions, la reduction de la bureaucratie, l'eradication de la corruption et de la criminalite, la continuation et l'acceleration du processus d'integration dans l'Union Europeenne et l'Otan. Les progres realises pendant les dernieres annees dans le domaine de la consolidation de la democratie et de l'Etat de droit confirment que la Roumanie a assimile et continue a promouvoir les principes democratiques et le systeme de valeurs respectes par les Etats-membres de l'Alliance. Il est a remarquer que les elections parlementaires et presidentielles de 1996 et de 2000 se sont deroulees aux principes de la democratie en temoignant de la maturite de la classe politique et d'un haut degres de participation de la societe aux processus democratiques.

L'adhesion de la Roumanie a l'OTAN, ainsi que son integration dans l'Union Europeenne constituent des objectifs prioritaires de la politique etrangere et de securite de la Roumanie. Elle a le statut de Partenaire Associe a l'Union de l'Europe Occidentale.

Il est a remarquer que le president de la Roumanie Ion Iliescu a qualifie l'adhesion de la Roumanie a l'OTAN comme "une action raisonnee"⁷⁷. Le president egalement a constate, il y a une annee, que la Roumanie avait deja demontre sa capacite de contribuer a la stabilite et a la securite de l'Europe⁷⁸.

Les nouveaux risques de securite supposent une approche commune et un effort conjoint de la part de tous pays qui ont la volonte politique necessaire de contribuer a la resolution des problemes de securite. La Roumanie a demontre sa capacite de s'impliquer dans un tel processus a travers le Centre SECI a Bucharest, ainsi qu'en participant au Pacte de stabilite. Elle a la capacite et la disponibilite de promouvoir les interets et les valeurs de l'OTAN dans les pays adjacents.

L'adhesion de la Roumanie a l'OTAN offrira la possibilite de promouvoir des modeles effectifs de cooperation avec les Etats voisins du Sud-Est de l'Europe. La Roumanie, en vertu de son importance regionale due a sa position geographique, a son potentiel politique et militaire, augmentera la capacite de l'Alliance de prevenir et de gerer les crises de la region.

Parmi les arguments qui pourraient justifier l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN on pourrait citer:

- La Roumanie constitue un facteur de stabilité dans l'Europe Centrale et de Sud-Est et, en même temps, un fournisseur de sécurité, compte tenu de sa contribution importante au développement de relations de bon voisinage (le partenariat stratégique avec la Hongrie et la Pologne, l'existence des traités de base avec l'Ukraine et les pays de la côte d'est de la mer Noire, ainsi que des traités similaires avec la Moldova et la Russie qui doivent être mis au point; l'élaboration des schémas de la coopération trilatérale, comportant des objectifs concrets de sécurité: Roumanie-Grece-Bulgarie; Roumanie-Turquie-Bulgarie; Roumanie-Pologne-Ukraine; Roumanie-Hongrie-Autriche; Roumanie- République de Moldova-Ukraine);
- elle est considérée comme un catalyseur de l'amélioration des relations bilatérales des pays de la région, en facilitant leur communication et en identifiant des solutions durables en vue d'apaiser les éventuelles situations de tension;
- elle poursuit une politique active de coopération régionale et sous-régionale.
- elle détient une position géostratégique importante et un potentiel réel de renforcement du flanc du Sud de l'Otan;
- elle a une capacité militaire substantielle par rapport aux autres États-candidats, anciens membres du Pacte de Varsovie;
- le niveau élevé d'interopérabilité des forces armées roumaines a été démontré par la participation de trois bataillons de maintien de la paix en Bosnie, en Albanie et en Angola; une force de Réaction Rapide (de 20000 à 30000 du personnel militaire dans la phase finale a été créée en 1997);
- le contrôle civil des forces armées est assuré;
- les coûts d'adhésion à l'OTAN sont supportables (on estime le coût d'intégration à 272 mln dollars par an, dont 108 mln dollars représentent des coûts directs, ce qui constitue 10 % du budget annuel destinée à la défense);
- le processus de restructuration de l'armée roumaine et son adaptation aux standards de l'OTAN est en plein développement;
- des activités soutenues se sont déroulées dans le cadre du Programme "Partenariat pour la Paix".

L'adhésion à l'OTAN suppose donc des efforts substantiels de part de l'État roumain pour assurer le respect de toutes les conditions imposées par le statut prévu. Ce processus compliqué d'affirmation peut se confronter à certains problèmes et défis. Dans les pages des médias on invoque des opinions qui visent les éventuels obstacles qui pourraient

apparaître dans la voie de l'adhésion. Par exemple, dans un article publié à Bucarest et portant le titre "La République de Moldova, est-elle un obstacle dans la voie de l'adhésion de la Roumanie?"⁷⁹, l'auteur essaye d'analyser quelques situations liées à ce sujet, sans présenter en même temps des arguments en faveur de l'idée lancée.

En général, la direction choisie, axée sur l'intégration européenne, et le ralliement aux valeurs démocratiques est une voie juste, qui permettra à la Roumanie d'obtenir le statut d'État prospère.

2.3. La Russie et les nouvelles directions pragmatiques de sa politique étrangère

L'événement le plus important, attendu et apprécié, du début du XXI^{ème} siècle enfin a eu lieu: la Russie et le 19 pays de l'OTAN, réunis au sommet le 28 mai sur une base militaire en Italie, ont mis sur pied un Conseil commun qui ouvre la voie à une coopération réelle, basée sur une confiance réciproque. Les dix-neuf de l'OTAN et la Russie ont décidé de donner une qualité nouvelle à leurs relations.

La réconciliation entre l'OTAN et la Russie s'est produite, fait qui a frappé l'opinion publique mondiale. Cet événement a signalé de profonds changements dans les rapports entre les anciens ennemis. En fait, il s'agit surtout de l'accomplissement institutionnel d'une évolution vers une nouvelle relation de confiance et de coopération amorcée au lendemain des attentats de 11 septembre.

Pour George Robertson, l'accord signé par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et le chef de la diplomatie russe à Reykjavik visant la création du Conseil OTAN-Russie (événement qui a anticipé le sommet de Rome) est "historique et révolutionnaire", un signal "visible et irrévocable de la fin de la guerre froide"⁸⁰.

Le nouveau Conseil OTAN-Russie doit permettre les décisions communes entre la Russie et les 19 membres de l'OTAN dans plusieurs domaines, comme: la lutte contre le terrorisme; la gestion des crises; la non-prolifération des armes de destruction massive; la défense antimissiles; la réforme des politiques de défense; le contrôle des armements.

Il s'agit des rapports égal à égal entre les membres de l'OTAN et la Russie. Bref, la Russie ne sera plus singularisée et, symboliquement, prendra sa place parmi les autres, entre le Portugal et l'Espagne, selon l'alphabet anglais en vigueur. Ainsi, "la Russie est entrée dans l'OTAN par la grande porte – une porte spécialement conçue pour elle"⁸¹. En général, la création du Conseil OTAN-Russie, a constitué pour l'OTAN une manière d'intégrer politiquement la Russie en lui taillant un statut sur mesure, tandis que pour la Russie ce fait a signifié la matérialisation de sa nouvelle stratégie pragmatique de rapprochement avec ses voisins européens.

Vers cette conciliation, vers ces changements importants dans la conduite sur la scène internationale la Russie et l'OTAN ont parcouru un chemin assez difficile.

La Russie, menacée par son affaiblissement économique et militaire, cherchait, durant ces dernières années, d'éviter avant tout l'isolement, d'une part, et de maintenir sa position de grande puissance, d'autre part. Elle entre au FMI et à la Banque mondiale en 1992, est admise à participer au volet politique du G7 en 1994 et au volet

economique en 1997, adhère au Conseil de l'Europe en 1996. Elle souhaite promouvoir l'OSCE, organisation paneuropéenne où tous les États sont représentés, dans le but de légitimer et de faire partager le financement des opérations de maintien de la paix de la CEI. Le dialogue stratégique avec les États-Unis, ainsi que "le statut spécial" que lui reconnaît l'OTAN dans le Partenariat pour la Paix et par la Charte OTAN-Russie "sont une façon de préserver, au moins formellement, sa position privilégiée"⁸². Des troupes russes sont d'ailleurs intégrées aux forces de l'OTAN stationnées en Bosnie et au Kosovo. Mais ces tentatives de coopération entre l'Alliance atlantique et la Russie étaient restées très timides et ambiguës. La Russie ne voulait pas revenir à la confrontation, elle ne désirait non plus que les troupes de l'OTAN se rapprochent de sa frontière. C'était déjà le sens de l'accord "deux plus quatre" sur l'unification allemande (1990), qui empêche le stationnement de troupes autre qu'allemandes sur le territoire de l'ex-RDA. En contrepartie de l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, la Russie a obtenu la définition de "plafonds territoriaux" d'équipements dans les pays parties au traité sur les forces conventionnelles en Europe. Mais la Russie a perdu déjà la possibilité d'imposer sa volonté, que ce soit dans ses relations avec les pays occidentaux, au sein de l'espace anciennement soviétique, dans la région Asie-Pacifique ou ailleurs. Dans bien de domaines la Russie a perdu l'initiative et a dû mener une politique avant tout défensive⁸³. En même temps les enjeux politiques du monde étaient en train de se modifier rapidement, et la Russie devait prendre en compte les nouvelles circonstances. Son affaiblissement, l'élargissement de l'Union Européenne et de l'OTAN, la politique des États-Unis à son égard ont déterminé l'imperatif d'y être présente et faire preuve de réalisme, d'essayer d'améliorer sa position internationale. C'est pourquoi, "la recherche d'une nouvelle entente avec les États-Unis devenait plus qu'une priorité, un dogme"⁸⁴. Et, bien sûr, non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec un autre acteur important de la grande politique – l'OTAN. Dans les milieux russes de haute taille se faisait sentir, d'une manière lente, mais sûre, une nouvelle vision: "La Russie et l'OTAN peuvent soit coopérer, soit rivaliser: il n'y a pas de troisième voie"⁸⁵. Il est important que la première option ait pris le dessus. "Il n'y a pas d'alternative à la coopération entre la Russie et l'OTAN, a déclaré sans ambiguïté au début de 2000 général Ivachov, le chef de département de la coopération internationale du ministère de défense"⁸⁶.

C'est à Vladimir Poutine que revient le rôle le plus important dans l'architecture de la nouvelle politique étrangère de la Russie. C'est avec lui la Russie intervient à nouveau dans la politique mondiale comme un véritable acteur. Contrairement à son prédécesseur Boris Eltsine, le

président Poutine s'est fortement impliqué dans le rapprochement avec l'OTAN. Le 18 juillet 2001 il déjà évoquait même l'hypothèse d'une "intégration de son pays à l'OTAN". Même si les analystes considèrent que "la politique étrangère poutinienne se caractérise par une grande indifférence aux pressions extérieures"⁸⁷, il a su être sensible aux défis des nouvelles circonstances. La création du Conseil OTAN-Russie – c'est pratiquement le corollaire de sa politique pragmatique.

Toutefois, la création de ce Conseil ne signifie guère que tous les problèmes seront immédiatement résolus. Le nouveau format de collaboration ne signifie pas encore pour la Russie une appartenance complète à l'OTAN, ses prérogatives étant assez faibles. "L'appartenance à l'OTAN, que certains hauts responsables à Moscou appellent de leurs vœux, ne peut cependant - selon certains experts, - se bâtir en un jour. Même si elle peut constituer un objectif à moyen terme, une période transitoire s'impose, durant laquelle deux changements semblent nécessaires: une réforme des relations entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire russes et des ajustements à l'actuel mode de relations entre l'OTAN et la Russie"⁸⁸.

Un autre problème qui dérive de la nouvelle configuration des relations OTAN-Russie concerne l'inquiétude de la Russie vis-à-vis de l'élargissement réel de l'Alliance à de nouveaux membres en Europe de l'Est.

Il est évident que les relations avec l'OTAN contribueront dans une certaine mesure à une modernisation de la Russie. Les raisons économiques ont été également prises en compte par la Russie dont l'un des objectifs est l'insertion du pays dans l'économie mondiale post-industrialisée, bien que l'écart entre le choix d'intégration et la réalisation des tâches préconisées soit assez grand.

Le rapprochement de la Russie de l'OTAN suppose aussi des actions soutenues en vue de l'intégration dans l'Union Européenne. Ce fait a été même signalé par Jacques Chirac, président de la France, qui tout en saluant les relations renouées de la Russie avec l'OTAN, a averti tout de même qu'elles "doivent naturellement s'accompagner d'un resserrement des liens avec l'Union Européenne"⁸⁹.

Tout en dépassant certaines réactions euphoriques, manifestées à l'égard des événements en cause, il est à préciser que l'ouverture de la Russie à l'Ouest, promue par V. Poutine, se heurte encore de sérieuses résistances et provoque des doutes soit en Russie, soit au-delà de ses frontières.

Les vraies conséquences du rapprochement de la Russie de l'OTAN seront ressenties plus tard. À ce moment il est difficile encore d'estimer l'impact de cette nouvelle configuration politique sur le destin de chaque pays, soit-il protagoniste ou figurant des événements. La République de

Moldova est un figurant sur la scene politique internationale. Mais cela ne signifie pas de tout que les dernieres actions decisives de la Russie ne peuvent pas l'affecter en determinant un cours politique plus raisonne de l'Etat moldave. Ce qui est important est que les choses s'eclaircissent: les pays se trouvant il y a pas longtemps dans la sphere d'influence russe obtiennent la carte blanche dans la promotion d'une maniere plus independante de leurs propres politiques etrangeres. Ainsi, les perspectives de l'integration europeenne de la Republique de Moldova deviennent plus relevantes et plus reelles.

Conclusions

Le destin politique d'un pays qui tend à redefinir ses priorites, de reaffirmer sa vocation europeenne, comme est celui de la Moldova, peut reveler certaines tendances generales de l'evolution de la societe contemporaine.

La Republique de Moldova s'est engagee, il y a une dizaine d'annees, sur la voie de la democratisation et de la reformation de la societe. Le ralliement aux principes universels de la civilisation, aux standards avances et aux valeurs occidentaux constitue, a l'heure actuelle, une preoccupation majeure de la societe moldave.

La realisation de ces taches exige l'elaboration d'un programme complexe et ambitieux de diverses transformations d'ordre politique, economique et sociale supposant des efforts systematiques et consequents de la part des gouvernants, ainsi que de la part des tous les citoyens de la Moldova.

En vue d'aboutir a des resultats concrets et relevants on a besoin d'une strategie claire et bien reflechie de developpement et de consolidation de la societe. Il est evident qu'un tel projet suppose une collaboration etroite avec diverses structures europeennes et mondiales.

L'integration europeenne de la Republique de Moldova constitue un objectif strategique prioritaire de l'Etat moldave. Cette integration ne doit pas rester pourtant une intention declaree, elle doit devenir un processus de developpement continu, susceptible d'entraîner les efforts conjoints de toutes les composantes de la societe.

L'analyse menee dans notre etude atteste certaines realisations en matiere de l'integration europeenne, en depit de tous les obstacles et les deficiences d'une experience insuffisante dans le domaine de la politique etrangere.

Dans ce contexte, on apprecie hautement la decision de la Republique de Moldova de solliciter a l'Union Europeenne l'elaboration d'une strategie d'adhesion qui tiendrait compte de la specificite du pays, declaration faite par le president Vladimir Voronin dans le cadre des travaux de la 9-ieme Reunion des chefs d'Etats de l'Europe Centrale et de l'Est (31 mai – 1 juin 2002, Ljubljana).

La participation de la Republique de Moldova au Pacte de stabilite pour l'Europe de Sud-Est, les actions entreprises par l'Etat moldave dans le cadre de divers programmes et projets internationaux, dont on a parle dans le premier chapitre, representent des pas concrets faits par la Moldova en vue de son integration europeenne.

Il est evident que le processus d'integration europeenne devient plus efficace s'il est axe sur les efforts harmonises des structures politiques, economiques et militaires. Ainsi, la collaboration avec

l'OTAN, la seule organisation politique et militaire, vraiment efficace, capable de faire face aux nouveaux défis qui émergent dans l'Europe renouvelée, s'avère pour la République de Moldova comme une option de perspective, de garantie de sa sécurité et stabilité. L'expérience accumulée par la Moldova en matière de collaboration avec l'OTAN (Le Programme Partenariat pour la Paix) confirme la justesse des visions, le caractère judicieux et raisonné des attitudes des forces politiques d'orientation démocratique qui considèrent que l'intégration de la République de la Moldova dans l'OTAN constitue l'unique solution viable pour la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité de l'Etat.

Le rapprochement de la République de Moldova de l'OTAN est un processus qui exige une approche spéciale, raccordée aux nouveaux enjeux géopolitiques, la configuration desquels peut influencer le vecteur du mouvement du pays moldave. L'élargissement de l'Union Européenne, le renforcement des positions de l'OTAN, la création récente du Conseil OTAN-Russie, la nouvelle politique étrangère de la Russie, marque d'un pragmatisme évident, l'orientation européenne conséquente de l'Ukraine, ainsi que les réalisations obtenues par la Roumanie dans sa voie d'intégration dans l'OTAN et dans l'Union Européenne stimulent davantage les efforts de la République de Moldova en vue de se rapprocher et de s'intégrer elle aussi dans l'Alliance atlantique et l'Union Européenne, ce qui constitue une voie sûre contribuant à la sécurité et à la stabilité de la région.

Notes et references

- ¹ **Campana Domenico.** Il voto corre sul filo: democrazia diretta, democrazia in diretta. – Roma: Seat, 1994, p. XXXI.
- ² Cf.: **Moraru Victor.** Cursa spre Europa sau "ascunsa nostalgie a originilor" // Flux, 1996, 3 mai; **Moraru Victor.** Repere italiene. Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1998.
- ³ Cf.: **Moraru Victor.** Un maraton cu obstacole: mass media si itinerarul integrarii europene // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau: Arc, 2002, p.79; **Moldova, Romania, Ucraina: integrarea în structurile europene.** – Chisinau: Perspectiva, 2000.
- ⁴ Cf.: **Comunistul**, 2001, 15 iun.
- ⁵ Cf.: **Nezavisimaia gazeta**, 2000, 18 octobre.
- ⁶ **Constitutia Republicii Moldova.** – Chisinau: Moldpres, 1994, p. 6.
- ⁷ **Moldova suverana**, 2002, 10 mai.
- ⁸ **David Dominique.** Securite: l'apres New York. – Paris: Presses de Science Po, 2002, p. 92.
- ⁹ **Popescu Nicu.** Politica externa: intre conceptie si realitate //http://europa.yam.ro/articles/2002/mai/17/1.html.
- ¹⁰ cf.: **Mosanu Viorel.** The neutrality policy of the Republic of Moldova // Sudosteuropa, 2000, nr. 49.
- ¹¹ **Pintea Iurie.** Problemele neutralitatii permanente // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau: Arc, 2002, p.79.
- ¹² **Lefebvre Maxime.** Le Jeu du droit et de la politique. Precis de relations internationales. – Paris: PUF, 2000, p.389. A noter que la Bessarabie a ete incorpore en Impere russe apres 1812.
- ¹³ Ibidem.
- ¹⁴ Cf.: **Drevet Jean-Francois.** L'elargissement de l'Union Europeenne, jusqu'ou? – Paris: Harmattan, 2000, p. 281.
- ¹⁵ **Mosneaga Valeriu, Beniuc Valentin.** De ce Republica Moldova trebuie să urmeze calea neutralității permanente // Relatii internationale: istorie si contemporaneitate. – Partea I. – Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1998. – pp. 19.
- ¹⁶ **Rusnac Gheorghe, Mosneaga Valeriu.** In cautarea propriei cai. Conceptia politicii externe a Republicii Moldova. – Moldoscopia (Problemele analizei politice). – Partea II. - Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1993. – pp. 11-19.
- ¹⁷ **Mosneaga Valeriu, Beniuc Valentin.** De ce Republica Moldova trebuie sa urmeze calea neutralitatii permanente // Relatii internationale: istorie si contemporaneitate. – Partea I. – Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1998. – pp. 18-25.
- ¹⁸ Cf.: **Pintea Iurie.** Problemele neutralitatii permanente // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau: Arc, 2002, p. 81.
- ¹⁹ **Mastac Ion.** Conceptul securitatii nationale a Moldovei pentru noul mileniu// Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau, Arc, 2002, p. 93.
- ²⁰ Ibidem, pp. 93-94.
- ²¹ Cf.: **Buletin informativ BASA-press**, 2001, octombrie
- ²² Cf.: **Flux**, 2002, 24 martie.
- ²³ **Mastac Ion.** Conceptul securitatii nationale a Moldovei pentru noul mileniu// Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau, Arc, 2002, p. 93.
- ²⁴ **Graur Oleg.** Evaluarea capacitatilor, dimensiunilor si misiunilor existente ale Fortelor armate ale Republicii Moldova // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau: Arc, 2002, p. 111.
- ²⁵ **Popescu Nicu,** oeuvre cite.
- ²⁶ **Socor Vladimir.** Russia's "Near abroad" to become NATO's and EU's immediate neighborhood // http:// europa.yam.ro/articles/2002/mai/13/1.html.
- ²⁷ **Graur Oleg,** oeuvre cite, p. 135.
- ²⁸ Cf.: **Brileva Olga.** Igri v neitralov // www.rus.ru/politics/west/20010716-bri.html.
- ²⁹ Ibidem
- ³⁰ Cf.: **Bardos-Feltoronyi Nicolas.** Un diagnostic geopolitique de l'Europe du centre. – Bruxelles: Editions de l' Universite de Bruxelles, 2001, p. 242.
- ³¹ **Brileva Olga,** oeuvre cite.
- ³² Cf.: www.theinternationalcenter.org/ncrussia.htm.
- ³³ Cf.: **Graur Oleg,** oeuvre cite, pp. 121, 127.
- ³⁴ Cf.: Ibidem, p. 128.

-
- ³⁵ Cf.: **Brileva Olga**, oeuvre cite.
- ³⁶ Cf.: **Graur Oleg**, oeuvre cite, p. 135.
- ³⁷ **Hopkinson William**. Elargissement: une nouvelle OTAN // Cahiers de Chaillot, 2001, nr. 49, p.80.
- ³⁸ **Graur Oleg**, oeuvre cite, p. 135.
- ³⁹ Cf.: **Mastac Ion**, oeuvre cite, p.90.
- ⁴⁰ **Brileva Olga**, oeuvre cite.
- ⁴¹ **Guillbert Francois**. L'OTAN, d'un elargissement a l'autre // Critique internationale, 2001, nr. 3, p. 70.
- ⁴² Javier Solana a effectue une visite a Chisinau en janvier 1998. Durant les rencontres avec les dirigeants moldaves ont ete abordes les problemes de la situation internationale, sans discuter specialement le destin de la Republique de Moldova dans le contexte des problemes d'elargissement de l'OTAN.
- ⁴³ Cf.: **Nezavisimaia Moldova**, 2001, 5 februarie.
- ⁴⁴ Cf.: **Flux**, 2001, 7 februarie.
- ⁴⁵ **Moldova suverana**, 2001, 16 mai.
- ⁴⁶ **Nezavisimaia Moldova**, 2001, 16 mai.
- ⁴⁷ Cf.: **Cibotaru Viorel**. Republica Moldova și comunitatea internațională (curs universitar). – Chișinău: TACIS, 2001, p. 30.
- ⁴⁸ Cf.: **Manolache Constantin, Bolun Petru**. Programul "Parteneriat pentru pace" ca factor de integrare europeană a Republicii Moldova // Moldova, România, Ucraina: integrarea în structurile europene. – Chișinău: Perspectiva, 2000, pp. 51-52.
- ⁴⁹ Cf.: **Ungureanu Oleg**. Pactul de Stabilitate pentru Europa de Sud-Est – o cale de integrare // <http://europa.yam.ro/studies/all/septembre2001/09/1.html>.
- ⁵⁰ **Guehenno Jean-Marie**. L'OTAN apres la guerre froide // Critique internationale, 2000, nr. 7, pp. 101-102.
- ⁵¹ **Blanc A.** Geographie des Balkans. – Paris: PUF, 1965, p. 5.
- ⁵² **Heimerl Daniela**. Construire la paix. Le Pacte de stabilite pour l'Europe du Sud-Est // Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1008, p.4.
- ⁵³ **Blanc A.**, oeuvre cite, p. 5-6.
- ⁵⁴ Ibidem.
- ⁵⁵ **Prevelakis Georgios**. Balkanii. Cultură și geopolitică. – București: Corint, 2001, p. 5.
- ⁵⁶ **Lefebvre Maxime**. , p. 385
- ⁵⁷ Ibidem, p. 21.
- ⁵⁸ Cf.: **Heimerl Daniela, Rizopoulos Yorgos, Vucadinovic Nadejda**. Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans // Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 1999, nr. 4.
- ⁵⁹ **Prevelakis Georgios**, oeuvre cite, p. 5-6.
- ⁶⁰ Cf.: **Commission Communication** to the Council and the European Parliament on the Stabilization and Association process for countries of South-Eastern Europe. – Brussels, 1999, 26.5.99 COM (99) 235 p. 1.
- ⁶¹ Cf.: **Lefebvre Maxime**, oeuvre cite, p. 386
- ⁶² Cf.: **Ungureanu Oleg**. Pactul de Stabilitate pentru Europa de Sud-Est – o cale de integrare // <http://europa.yam.ro/studies/all/septembre2001/09/1.html>.
- ⁶³ Stability Pact for South Eastern Europe. – Cologne, 1999, 10 June.
- ⁶⁴ Cf.: **Buletin informativ AP Flux**, 2001 decembrie.
- ⁶⁵ Cf.: **Jurnal Național**, 2001, 13 iunie.
- ⁶⁶ Cf.: **Gerina Natalia**. Iugo-vostocinoie ocno v Evropu // Nezavisimaia Moldova, 2001, 13 august.
- ⁶⁷ Cf.: **Buletin informativ** Agentia Interlic, 2001, decembrie.
- ⁶⁸ Cf.: **The Economist**, 1997, 15 fevrier.
- ⁶⁹ Cf.: **Drevet Jean Francois**, oeuvre cite, p. 285.
- ⁷⁰ Cf.: **Prepelita Grigorii**. Problemi voenno-politiceskoi integratii Ukraini i ctran GUUAM v structuri evropeiskoi bezopasnosti // Moldova, România, Ucraina: integrarea în structurile europene. – Chișinău: Perspectiva, 2000, pp. 67-74.
- ⁷¹ **Izvestia**, 1997, 29 janvier.
- ⁷² Cf.: **Tunguy Ann de**. L Ukraine, nouvel acteur du jeu international. – Bruylant: LGDJ, 2000, p. 40.
- ⁷³ Cf.: Ibidem.
- ⁷⁴ Cf.: **Belkin Piotr**. Ukraina v odnostoronnem poreadke vstupila v NATO // Mockovskii komcomolet, 2002, 23 mai.
- ⁷⁵ **Brileva Olga**. Ceasti Rossii ili antirossiiskii kordon? // www.russ.ru/politics/20010802-bri.html.
- ⁷⁶ **Pons Françoise**. La Roumanie veut faire oublier son passe. / Le Figaro, 2002, 18 juin.
- ⁷⁷ **Iliescu Ion**. Renasterea sperantei. – Bucuresti: 2001, p. 128.
- ⁷⁸ Cf.: **Dimineata**, 2001, 19 iunie.
- ⁷⁹ **Dimineata**, 2001, 10 iunie.
- ⁸⁰ Cf.: **Bocev Pierre**. Nouveau depart pour l'Otan et la russie // Le Figaro, 2002, 15 mai.
- ⁸¹ **Merchet Jean-Dominique**. Moscou rallie l'Alliance atlantique // Liberation, 2002, 14 mai.
- ⁸² **Lefebvre Maxime**, oeuvre cite, p. 391.

-
- ⁸³ Cf.: **Nikonov Vyaceslav**. La Russie et l'Occident: des illusions au desenchantement // Critique internationale, 2001, juillet; **Tunguy Ann de**. La Russie entre puissance et impuissance // Revue internationale et strategique, 2000, nr. 38.
- ⁸⁴ **De la Gorce Paul-Marie**. La Russia in cerca di un nuovo ruolo // Le Monde diplomatique, 2001, aprile.
- ⁸⁵ **Russie: une nouvelle politique etrangere?** // Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1005.
- ⁸⁶ Cf.: **Tunguy Ann de**. Vladimir Putin et l'Occident: l'heure est au pragmatisme // Politique etrangere, 2001, nr. 3, p. 521.
- ⁸⁷ **Nikonov Vyaceslav**. La Russie et l'Occident: des illusions au desenchantement // Critique internationale, 2001, juillet, p. 191.
- ⁸⁸ **Trenin Dmitrie**. Les relations russo-americanes a l'epreuve de la proliferation // Politique etrangere, 2001, nr. 4, p. 933.
- ⁸⁹ Cf.: **Le Figaro**, 2002, 30 mai.

BIBLIOGRAPHIE

- Bardos-Feltoronyi Nicolas.** Un diagnostic geopolitique de l'Europe du centre. – Bruxelles: Editions de l'Universite de Bruxelles, 2001.
- Bon Agnes. **Moldavie, 1999-2000. Un pays dans l'impasse** // Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr.1010.
- Botan Igor. **Die Republik Moldau zwischen Transformation und Status Quo: politische Reflexionen uber zehn Jahre Unabhangigkeit** // Republik Moldau im Europaischen und sicherheits – politischen kontekst. – Kiev: Zapovit, 2001.
- Bull Hedley. **Societatea anarhică. Un studiu despre ordinea în politica mondială.** - Chişinău: Ştiinţa, 1998.
- Cibotaru Viorel. **Republica Moldova şi comunitatea internaţională (curs universitar).** – Chişinău: TACIS, 2001.
- Claval Paul. **Geopolitica si geostrategie. Gindirea politica, spatiul si teritoriul in secolul al XIX-lea.** – Bucuresti: Corint, 2001.
- Cojocaru Gheorghe.** Politica externă a Republicii Moldova. Studii – Chişinău: Civitas, 2001.
- David Dominique.** Securite: l'apres New York. – Paris: Presses de Science Po, 2002.
- Del Val Cid Consuelo.** Opinion publica y opinion publicada. Los espanoles y el referendum de la OTAN. Madrid: Siglo XXI, 1996.
- Drevet Jean-Francois.** L'elargissement de l'Union Europeenne, jusqu'ou? – Paris: Harmattan, 2000.
- De la Gorce Paul-Marie.** La Russia in cerca di un nuovo ruolo // Le Monde diplomatique, 2001, aprile (version electronique en langue italienne)
- Graur Oleg.** Evaluarea capacitatilor, dimensiunilor si misiunilor existente ale Fortelor armate ale Republicii Moldova // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau, Arc, 2002.
- Guehenno Jean-Marie.** L'OTAN apres la guerre froide // Critique internationale, 2000, nr. 7.
- Guillbert Francois.** L'OTAN, d'un elargissement a l'autre // Critique internationale, 2001, nr. 3.
- Heimerl Daniela.** Construire la paix. Le Pacte de stabilite pour l'Europe du Sud-Est // Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1008.
- Heimerl Daniela, Rizopoulos Yorgos, Vucadinovic Nadejda.** Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans // Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 1999, nr. 4.
- Hopkinson William.** Elargissement: une nouvelle OTAN // Cahiers de Chaillot, 2001, nr. 49.
- Lacorne Denis.** Ou est l'interet national des Etats-Unis? // Critique internationale, 2000, nr. 8.
- Lefebvre Maxime.** Le Jeu du droit et de la politique. Precis de relations internationales. – Paris: PUF, 2000.

-
- Lhomel Edith.** De la chute du Mur aux portes de l'Union européenne // Notes et études documentaires. L'Europe Centrale et Orientale. Dix ans de transformation, 2000, nr. 5008-5009.
- Lhomel Edith.** Les malentendus de la "transition" // Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1008.
- Manolache Constantin, Bolun Petru.** Programul "Parteneriat pentru pace" ca factor de integrare europeana a Republicii Moldova // Moldova, România, Ucraina: integrarea in structurile europene. – Chisinau: Perspectiva, 2000.
- Manualul NATO. Ediția celei de-a 50-a aniversări.** – Bruxelles: Biroul de informare și presă, 1999.
- Mastac Ion.** Conceptul securitatii nationale a Moldovei pentru noul mileniu// Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau, Arc, 2002.
- Maurel Marie-Claude** (coord). Recomposition de l'Europe moderne. – Paris: SEDES, 1997.
- Moșanu Viorel.** The neutrality policy of the Republic of Moldova // Sudosteuropa, 2000, nr. 49.
- Mosneaga Valeriu, Beniuc Valentin.** De ce Republica Moldova trebuie sa urmeze calea neutralitatii permanente // Relatii internationale: istorie si contemporaneitate. – Partea I. – Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1998. – pp. 18-25.
- Nikonov Vyaceslav.** La Russie et l'Occident: des illusions au disenchantment // Critique internationale, 2001, juillet.
- Pintea Iurie.** Problemele neutralitatii permanente // Securitatea si apararea nationala a Republicii Moldova. – Chisinau: Arc, 2000.
- Prevelakis Georgios.** Balkanii. Cultura si geopolitica. – Bucuresti: Corint, 2001.
- Rusnac Gheorghe, Mosneaga Valeriu.** In cautarea propriei cai. Conceptia politicii externe a Republicii Moldova. – Moldoscopie (Problemele analizei politice). – Partea II. - Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1993. – pp. 11-19.
- Sava Ionel Nicu.** Scoala geopolitica germana. – București: Info-team, 1997.
- Serebrian Oleg.** Va exploda Estul? – Cluj-Napoca: Editura Dacia, 1998.
- Sofranschi Octavian.** Republica Moldova: capital geopolitic. – Bucuresti: Chapter, 1999.
- Strategy of the Republic Moldova** for becoming Associate Member of the European Union. – Chisinau, 2000.
- Sureman Alexis de.** Pharmaciens sans frontieres en Moldavie // Le courrier de pays de l'Est, 2001, nr. 1015.
- Trenin Dmitrie.** Les relations russo-americanes a l'epreuve de la proliferation // Politique etrangere, 2001, nr. 4.
- Tunguy Ann de.** Vladimir Putin et l'Occident: l'heure est au pragmatisme // Politique etrangere, 2001, nr. 3.
- Tunguy Ann de.** L Ukraine, nouvel acteur du jeu international. – Bruylant: LGDJ, 2000.